



Enquête qualitative FLAG 2025

Jeudi 9 octobre 2025

Entrepreneurs genevois face aux
conditions-cadres et enjeux politiques

Table des matières :

1.	Synthèse	2
2.	Introduction	3
3.	Présentation de l'échantillon de l'enquête	4
A.	Profils des répondants	4
B.	Secteurs d'activité	4
C.	Taille des entreprises	4
4.	Conditions-cadres et écosystème	5
A.	Mobilité: le point noir des conditions-cadres	7
B.	Fiscalité: principal facteur de compétitivité et déclencheur de départ	7
C.	Complexité administrative et administration publique	7
D.	Pénurie de logements et difficultés de recrutement	7
E.	Sécurité: un facteur préoccupant	8
5.	Mobilité: le point noir des conditions-cadres	8
A.	Mobilité cantonale: une pression qui s'est intensifiée	8
B.	Mobilité intercantonale: un réseau ferroviaire à renforcer	10
C.	Mobilité internationale: l'aéroport, une porte d'entrée sous-estimée	11
6.	Fiscalité: principal facteur de compétitivité et déclencheur de départ	12
A.	Concurrence intercantonale et internationale: une pression bien réelle	13
B.	Départ des entreprises: les principaux déclencheurs	15
C.	En tant que citoyens, des inquiétudes similaires	16
7.	Complexité administrative et administration publique	17
8.	Pénurie de logements et difficultés de recrutement	18
A.	Une majorité d'entreprises confrontées à la pénurie de talents	19
B.	Former les talents de demain: l'apprentissage comme réponse stratégique	19
C.	Salaire minimum et premières expériences: un frein à l'insertion des jeunes	21
9.	Sécurité: un facteur préoccupant	22
A.	Un climat de confiance fragilisé	22
B.	Les causes principales d'un sentiment d'insécurité accru	22
10.	Climat politique et initiatives: confiance en recul	24
11.	Initiatives fédérales: deux rendez-vous décisifs pour l'économie suisse	25
	Initiative « Pour l'avenir »: une fiscalité sur les grandes successions	25
A.	Anticipation et choix de vie: l'impôt sur les successions comme facteur décisif	26
B.	Une menace directe pour Genève et son modèle fiscal	27
	Initiative « Pas de Suisse à 10 millions »	28
A.	Des inquiétudes largement partagées dans le tissu économique	28
B.	Un signal fort: la démographie, un levier économique stratégique	29
12.	Synthèse des attentes des entrepreneurs	29
A.	Mobilité: sortir de l'impasse par une vision intégrée	29
B.	Fiscalité: alléger pour libérer l'investissement	29
C.	Administration: construire un État agile et partenaire	30
D.	Talents et formation: lever les freins structurels	30
E.	Sécurité: restaurer un atout stratégique	31
F.	Enseignements clés: du constat à l'action	31
13.	Conclusion – Priorités et leviers pour renforcer la compétitivité de Genève	32

1. Synthèse

En 2025, la Fondation pour l'attractivité du canton de Genève (FLAG) a conduit une enquête qualitative approfondie auprès de 88 dirigeants d'entreprises, représentant près de 30'000 emplois, soit près de 10% de l'emploi total du canton. Réalisée entre juillet et septembre, cette consultation reflète les perceptions, priorités et attentes des acteurs économiques.

Avant d'aborder les défis identifiés, il convient de rappeler que Genève conserve des atouts puissants qui nourrissent toujours l'attachement des entrepreneurs au canton. La qualité de vie arrive en tête: ville à taille humaine, Genève offre un équilibre rare entre dynamisme économique et cadre apaisé, entre nature omniprésente et vie urbaine active. Cette combinaison en fait un lieu privilégié pour concilier vie professionnelle et personnelle.

Son ouverture internationale, sa diversité culturelle et son rôle de carrefour mondial sont également fortement valorisés par les entrepreneurs. Le canton parvient à conjuguer un ancrage local solide avec une dimension cosmopolite favorable aux talents, entreprises et organisations internationales.

Sur le plan économique, Genève continue d'offrir de nombreuses opportunités d'affaires grâce à un tissu diversifié et à des infrastructures stratégiques, notamment un aéroport proche du centre-ville et une position géographique avantageuse au cœur de l'Europe. Enfin, beaucoup d'entrepreneurs évoquent un attachement personnel au canton.

Les résultats sont néanmoins clairs: la compétitivité de Genève est perçue comme fragilisée par un cumul de freins structurels qui pèsent directement sur l'investissement, l'innovation, l'emploi et l'attractivité.

Au niveau cantonal:

- **Mobilité:** Près de 80% des répondants identifient directement ce domaine comme leur principale préoccupation. Congestion chronique, chantiers mal coordonnés, absence d'alternatives et qualité jugée insuffisante des liaisons ferroviaires et aéroportuaires affaiblissent la fluidité des déplacements et la productivité des entreprises.
- **Fiscalité:** plus de 90% des dirigeants la jugent « élevée » ou « trop élevée », en particulier l'impôt sur la fortune et la taxation de l'outil de travail, considérés comme des freins majeurs à l'investissement. Ce constat s'accompagne d'une évolution préoccupante: en 2022, 29% des dirigeants déclaraient avoir envisagé une délocalisation. En 2025, ils sont désormais 34,2%, soit plus d'une entreprise sur trois.
- **Bureaucratie administrative:** plus de 70% des dirigeants dénoncent des procédures lourdes et longues, une inflation réglementaire et une digitalisation insuffisante, qui alimentent un sentiment d'inefficacité administrative, freinent les projets et découragent l'innovation.
- **Logements et talents:** près des deux tiers estiment que la pénurie de logements et les difficultés de recrutement s'entretiennent mutuellement, complexifiant la capacité d'attraction de compétences. L'apprentissage et la révision de la réglementation sur les stages sont vus comme des leviers stratégiques pour combler ces lacunes.
- **Sécurité:** plus de 60% des dirigeants constatent une détérioration du niveau de la sécurité, facteur désormais considéré comme un enjeu concurrentiel.

Ces constats s'inscrivent dans un climat politique jugé de plus en plus instable, polarisé et imprévisible, qui complexifie les décisions d'investissement et affaiblit la confiance dans la capacité du Canton à anticiper et à agir.

Au niveau fédéral:

Deux initiatives politiques en particulier cristallisent les inquiétudes. Plus de 90% des dirigeants interrogés estiment que l'initiative fédérale « Pour l'avenir », qui alourdirait la fiscalité sur les successions, enverrait un signal négatif à l'économie et risquerait d'accélérer les départs d'entrepreneurs ou de familles fortement contributrices. De même, plus de 60% jugent que l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » pourrait affaiblir la compétitivité de la Suisse, la capacité du pays à créer des emplois et fragiliserait le financement de l'État social.

Le message des entrepreneurs est sans ambiguïté: pour rester attractif dans un environnement concurrentiel intense, Genève doit impérativement améliorer ses conditions-cadres. La mobilité, la fiscalité, la simplification administrative, le logement et la sécurité sont les leviers prioritaires pour restaurer la compétitivité et faire de Genève un choix évident pour investir, travailler et vivre.

2. Introduction

En 2022, la Fondation pour l'attractivité du canton de Genève (FLAG) menait pour la première fois une enquête visant à mesurer le ressenti des acteurs économiques face aux conditions-cadres genevoises. Les résultats mettaient en lumière des signaux préoccupants: perte d'attractivité face aux autres cantons et perception d'un environnement moins favorable à l'investissement et à l'innovation.

Trois ans plus tard, dans un contexte profondément transformé, marqué par des tensions géopolitiques accrues, une accélération de la transition numérique et écologique, et une concurrence internationale et intercantonale de plus en plus forte, il est apparu essentiel de renouveler cet exercice.

L'édition 2025 marque une vraie évolution méthodologique: elle a été conçue comme une enquête qualitative approfondie, fondée sur des entretiens individuels menés auprès d'entrepreneurs dont l'entreprise a soit son siège à Genève, soit la majorité de ses activités dans le canton et dont l'interlocuteur est le décideur stratégique de l'organisation.

L'objectif reste le même, mais l'ambition est plus fine: prendre le pouls du tissu entrepreneurial genevois, comprendre en profondeur comment ces acteurs perçoivent l'évolution des conditions-cadres, et recueillir leur analyse sur les défis structurels, les transformations en cours et les leviers d'action qui détermineront la compétitivité future du canton.

Cette nouvelle enquête s'appuie sur une série d'entretiens menés auprès d'entrepreneurs et de dirigeants représentatifs du tissu économique local. Elle explore leurs ressentis, leurs constats et leurs attentes autour de grands piliers structurants:

- Constat global sur l'évolution des conditions-cadres genevoises.
- Mobilité et infrastructures, deux éléments clés de la qualité du cadre de vie et de l'efficacité économique.
- Cadre administratif, qualité de l'action publique et réactivité institutionnelle, avec une attention particulière portée à l'efficacité de l'État.
- Attractivité et disponibilité des talents, ainsi que la place de l'apprentissage dans la formation professionnelle comme levier de formation des talents.
- Fiscalité, déterminant majeur de la compétitivité territoriale et de la capacité d'attraction de Genève face à ses concurrents.
- Sécurité, facteur essentiel de stabilité pour les entreprises et les collaborateurs.
- Climat politique, avec une attention portée à la perception de l'évolution, à la qualité du dialogue entre milieux économiques et autorités, ainsi qu'à son influence sur la prévisibilité et la stabilité des conditions-cadres.
- Enfin, deux initiatives fédérales majeures, appelées à être soumises au vote dans les douze prochains mois, ont été examinées afin d'évaluer leur perception et leurs effets potentiels sur l'écosystème économique cantonal.

Cette démarche vise à aller au-delà des chiffres: elle cherche à comprendre les réalités vécues par les acteurs économiques sur le terrain, à mettre en lumière leurs préoccupations, mais aussi à identifier les signaux faibles et les leviers d'action susceptibles d'infléchir la trajectoire de Genève dans les années à venir.

3. Présentation de l'échantillon de l'enquête

Cette enquête qualitative 2025 a été proposée à un panel ciblé de 190 entreprises genevoises répondant à des critères précis: siège social basé dans le canton et pilotage stratégique assuré directement par leurs dirigeants.

Au final, ce sont 88 entrepreneurs qui ont pris part à la démarche, représentant un taux de participation d'environ 46%, un résultat particulièrement élevé pour une enquête qualitative de ce type. Cela illustre l'intérêt marqué des acteurs économiques pour les conditions-cadres cantonales et leur volonté de contribuer activement au débat stratégique.

Les questions ont été directement adressées aux dirigeants, sous la forme de 67 entretiens approfondis complétés par 21 réponses à un questionnaire quantitatif online. L'échantillon ainsi constitué couvre près de 10% des emplois du canton, soit environ 30'000 postes représentés par les entreprises des entrepreneurs interrogés¹.

Même s'il n'est pas représentatif au sens strict, l'échantillon reflète bien la structure économique du canton. La diversité des tailles d'entreprises et des secteurs d'activité représentés donne à l'enquête une portée analytique solide, permettant de dégager des enseignements utiles pour l'ensemble du tissu entrepreneurial genevois.

A. Profils des répondants

La composition de l'échantillon reflète la réalité du tissu économique genevois et garantit la robustesse des enseignements tirés:

- Structure de propriété: environ 80% des répondants sont propriétaires ou actionnaires majoritaires, offrant ainsi une vision stratégique directe et éclairée sur les enjeux abordés.
- Fonctions dirigeantes: près de 70% des personnes interrogées sont directeurs généraux ou directrices générales, plus de 40% siègent au conseil d'administration, et plus d'un tiers sont également fondateurs ou fondatrices de leur entreprise.

B. Secteurs d'activité

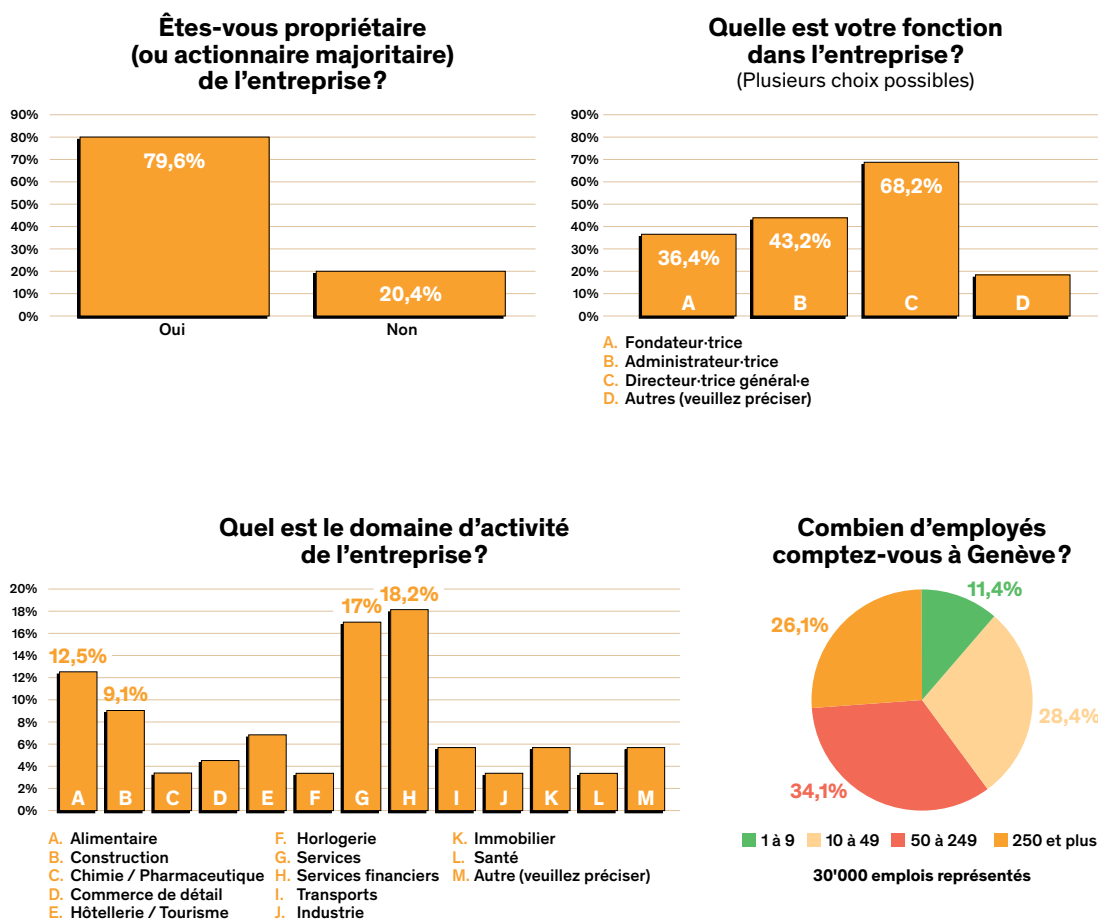
L'échantillon couvre un large éventail d'activités représentatives de l'économie cantonale, allant des secteurs à forte valeur ajoutée (finance, horlogerie, chimie-pharmaceutique, services aux entreprises) à des domaines plus traditionnels mais tout aussi stratégiques (industrie, construction, commerce, transport, alimentation, etc.). Cette couverture sectorielle étendue permet d'appréhender les enjeux de compétitivité sous différents angles et de mieux comprendre les priorités exprimées par les entreprises.

C. Taille des entreprises

Les entreprises interrogées présentent une diversité de tailles qui correspond aux grandes catégories observées dans l'économie genevoise, permettant de croiser les points de vue et d'appréhender les enjeux selon différents profils organisationnels.

- Micro et petites entreprises (moins de 50 collaborateurs): plus d'un tiers (39,8%) de l'échantillon est constitué de structures de taille réduite, souvent agiles, ancrées localement et fortement impliquées dans l'économie de proximité.
- PME intermédiaires (50 à 250 collaborateurs): environ un tiers (34,1%) des entreprises interrogées appartiennent à ce segment, qui constitue une large composante du tissu entrepreneurial genevois et joue un rôle clé dans l'innovation, la formation et l'emploi.
- Grandes entreprises (plus de 250 collaborateurs): environ un quart (26,1%) de l'échantillon regroupe des entreprises de grande taille, dont certaines dépassent les 500 employés. Leur présence reflète l'importance stratégique des acteurs d'envergure internationale dans le canton.

Cette répartition offre un panorama crédible et robuste des réalités économiques genevoises, donnant la parole à la fois aux petites structures locales et aux grands acteurs internationaux.



4. Conditions-cadres et écosystème : un sentiment de fragilisation

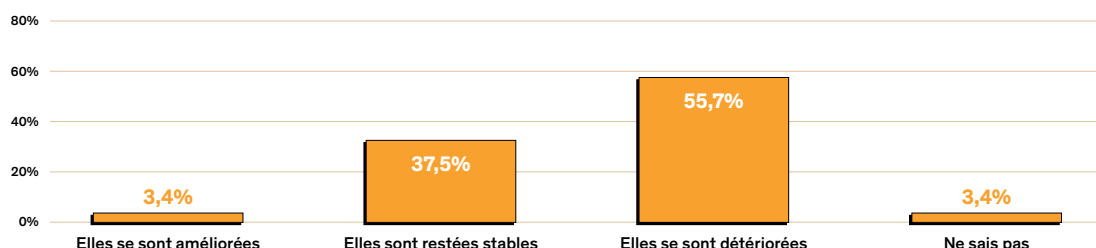
Comprendre la perception qu'ont les entrepreneurs de l'évolution des conditions-cadres à Genève depuis 2022 constitue un élément central de cette enquête. Au-delà des indicateurs macroéconomiques, c'est en effet leur ressenti direct, en lien avec leur expérience quotidienne de l'environnement économique, réglementaire et politique, qui permet de mesurer la dynamique d'attractivité réelle du canton.

Si Genève continue d'être reconnu pour ses nombreux atouts (une qualité de vie élevée, une ville à taille humaine, un environnement naturel exceptionnel, une ouverture internationale rare et un tissu économique diversifié), ses points forts historiques ne suffisent plus, à eux seuls, à compenser certaines faiblesses structurelles.

Les réponses recueillies révèlent une tendance nette et préoccupante: une majorité significative des dirigeants interrogés estime que les conditions-cadres se sont dégradées au cours des trois dernières années. Alors qu'une minorité constate une amélioration, et qu'un tiers environ considère la situation comme stable, près de 60% des entrepreneurs jugent que leur environnement s'est détérioré depuis 2022.

Ce diagnostic traduit un sentiment dominant de fragilisation de l'écosystème genevois. Il témoigne d'une perception selon laquelle l'environnement dans lequel évoluent les entreprises est devenu moins favorable à leur développement, à leur compétitivité et à leur capacité à se projeter à moyen terme.

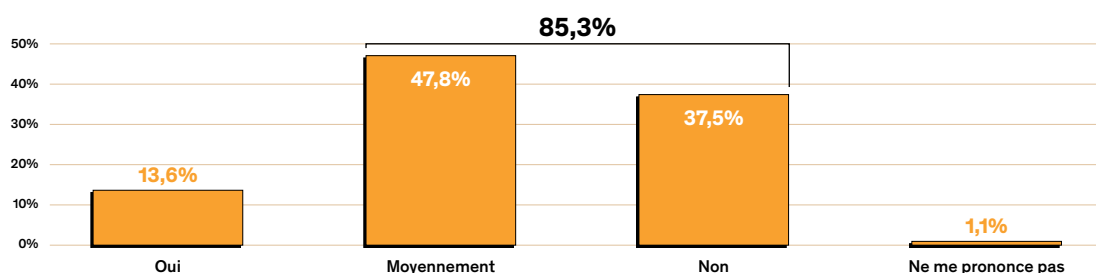
Depuis 2022, comment évaluez-vous l'évolution globale des conditions-cadres pour votre entreprise à Genève?



En parallèle de l'évaluation de l'évolution des conditions-cadres, l'enquête a également cherché à mesurer la satisfaction des acteurs économiques à l'égard des politiques publiques actuellement menées à Genève. Cet éclairage complémentaire est essentiel: il permet de comprendre dans quelle mesure les décideurs estiment que les autorités répondent ou non aux enjeux identifiés comme prioritaires pour l'attractivité du canton.

Les résultats font apparaître un message clair: moins d'un dirigeant sur six se déclare satisfait de l'action publique actuelle. La majorité exprime une position nuancée, avec près de la moitié des répondants qui se disent « moyennement satisfaits », tandis qu'environ un tiers se montre ouvertement insatisfait.

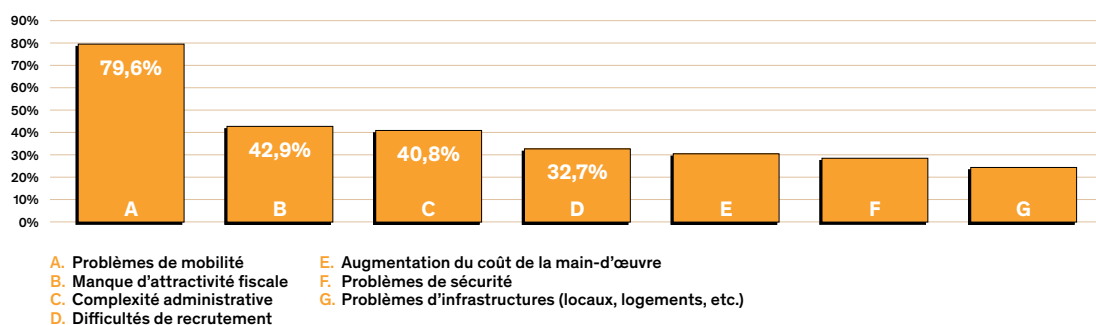
Êtes-vous globalement satisfait(e) des politiques publiques actuelles à Genève?



Cette perception traduit une inquiétude profonde: les entrepreneurs estiment que les grands enjeux sont trop souvent abordés de façon fragmentée, sans réponses concrètes à la hauteur des défis.

Si vous estimez que les conditions-cadres se sont détériorées, pourquoi?

(Plusieurs choix possibles)



Les sections suivantes approfondissent cette analyse en explorant plus en détail les attentes exprimées par les dirigeants d'entreprise, les domaines où l'action publique est jugée insuffisante et les leviers d'amélioration prioritaires pour restaurer la confiance et renforcer la compétitivité du canton.

A. Mobilité: le point noir des conditions-cadres

La mobilité ressort de très loin comme le principal facteur de dégradation des conditions-cadres à Genève. Pour une majorité écrasante des entrepreneurs interrogés, les problèmes d'infrastructures et de circulation sont devenus structurels et représentent aujourd'hui un frein direct à l'activité économique.

Malgré l'arrivée du Léman Express, la région reste perçue comme « saturée »: congestion permanente, chantiers multiples et mal coordonnés, réduction continue des places de stationnement et difficultés croissantes pour accéder aux zones d'activité. Les politiques publiques visant à limiter l'usage de la voiture sont jugées excessives, voire contre-productives, car elles ne s'accompagnent pas d'alternatives suffisantes (parkings-relais, transports collectifs plus fréquents, dessertes adaptées).

La conséquence de cette situation est double: d'une part, elle complique les opérations quotidiennes des entreprises (livraisons, accueil de clients, logistique), et d'autre part, elle dégrade la qualité de vie des collaboratrices et collaborateurs et l'attractivité du territoire. Plusieurs dirigeants soulignent que ces conditions pèsent également sur la capacité à recruter ou retenir des talents, notamment ceux qui ne résident pas au centre-ville.

En résumé, la mobilité n'est plus un simple facteur irritant: elle constitue désormais un obstacle stratégique à l'activité économique et à la compétitivité genevoise.

B. Fiscalité: principal facteur de compétitivité et déclencheur de départ

La fiscalité arrive immédiatement derrière la mobilité parmi les préoccupations les plus partagées. Elle est jugée trop lourde et insuffisamment compétitive dans un contexte de forte mobilité des individus et des entreprises.

Pour de nombreux entrepreneurs, cette pression fiscale rend plus difficile le recrutement de cadres de haut niveau, qui comparent les régimes d'imposition intercantonaux ou étrangers avant de s'installer.

La taxation de l'outil de travail constitue une critique récurrente: elle freine l'investissement, la croissance et l'emploi.

La fiscalité des personnes physiques reste un frein dans un contexte de concurrence accrue entre régions. Plusieurs dirigeants expriment leur inquiétude face à une situation où Genève risque de perdre son attractivité au profit de cantons ou pays plus agiles et fiscalement compétitifs.

C. Complexité administrative et administration publique

Après la fiscalité, la complexité administrative s'impose comme l'un des principaux défis à relever pour renforcer l'attractivité de Genève. Les démarches sont souvent perçues comme longues, fragmentées et difficiles à appréhender pour les entreprises. L'absence d'un guichet unique, la multiplication des interlocuteurs et une digitalisation partielle rallongent les délais et compliquent la planification.

Dans un environnement économique où la rapidité, la clarté et la prévisibilité des processus sont devenues essentielles, ces contraintes structurelles freinent l'investissement, ralentissent l'innovation et retardent certaines décisions stratégiques. Près d'un dirigeant sur deux estime que l'administration genevoise manque de réactivité dans son accompagnement, un signal clair en faveur d'une évolution de l'action publique pour mieux répondre aux besoins du tissu économique.

Ce décalage constitue un risque tangible: celui de voir Genève perdre en dynamisme, non pas faute d'opportunités, mais en raison d'un appareil administratif encore insuffisamment aligné sur les exigences de l'économie. Dans un contexte de concurrence accrue entre territoires, une administration perçue comme insuffisamment réactive aux besoins économiques peut ainsi peser sur les choix d'implantation, influencer les décisions d'investissement et limiter la capacité du canton à demeurer un pôle attractif et compétitif.

D. Pénurie de logements et difficultés de recrutement

La question de l'accès aux talents et du logement émerge également comme un facteur important de dégradation des conditions-cadres. Pour près d'un cinquième des entreprises interrogées, ces deux dimensions sont désormais indissociables et constituent un frein majeur à l'attractivité de Genève.

D'un côté, les difficultés de recrutement témoignent de la tension croissante sur le marché du travail, dans un contexte marqué par des transformations structurelles profondes et par la rareté de certaines compétences clés. De l'autre, la pénurie chronique de logements, tant en volume qu'en diversité d'offre, complique l'installation de nouveaux collaborateurs et décourage parfois l'arrivée de talents extérieurs. Ces deux dynamiques se renforcent mutuellement, accentuant la concurrence entre entreprises et limitant leur capacité à se développer.

Attirer, loger et fidéliser les compétences devient dès lors un impératif stratégique: sans progrès sur ces trois fronts, Genève risque de voir son attractivité économique s'éroder face à d'autres cantons et régions capables d'offrir de meilleures conditions d'accueil.

De nombreux entrepreneurs soulignent la nécessité pour le Canton de définir une vision durable du développement urbain, intégrant logements, infrastructures, mobilité et espaces verts. La construction en hauteur offrirait une densification des zones sous-exploitées, à condition d'être guidée par des choix clairs et esthétiques capables de rallier la population.

E. Sécurité : un facteur préoccupant

La perception d'une sécurité fragilisée dépasse largement la seule dimension du bien-être: ce constat touche directement à l'attractivité du territoire. Dans un contexte de forte concurrence entre régions pour attirer talents, entreprises et investissements, la capacité d'un canton à garantir un environnement sûr, prévisible et stable devient un avantage compétitif en soi. Or, la perception d'une sécurité fragilisée agit comme un signal négatif, susceptible d'influencer des décisions aussi stratégiques que l'implantation d'un siège social, la localisation d'un centre de recherche ou le choix d'une résidence par des dirigeants étrangers.

Ce sentiment de dégradation alimente par ailleurs un climat d'insatisfaction croissante, particulièrement dans un canton où la pression fiscale est parmi les plus élevées de Suisse. Beaucoup d'acteurs économiques estiment légitime d'attendre, en retour, une présence policière plus visible, une réactivité accrue des autorités et une politique de prévention plus ambitieuse. Sans réponse claire à ces attentes, c'est la confiance dans la capacité de l'État à protéger l'espace public, et donc à garantir les conditions d'un développement économique serein, qui s'érode progressivement.

Si la sécurité ne constitue pas encore un frein direct à l'investissement, elle contribue néanmoins à détériorer l'image du territoire et à affaiblir la confiance des acteurs économiques dans l'action publique. Dans un écosystème aussi ouvert que celui de Genève, cette dimension immatérielle peut faire la différence entre un territoire perçu comme attractif et un territoire perçu comme risqué, et donc contourné.

De nombreux entrepreneurs estiment qu'il est temps pour Genève de définir une vision stratégique de la sécurité, incluant technologie, renforcement des effectifs de police, rapidité judiciaire et capacités carcérales. Ils soulignent la nécessité d'une politique lisible et dissuasive.

5. Mobilité : le point noir des conditions-cadres

A. Mobilité cantonale : une pression qui s'est intensifiée

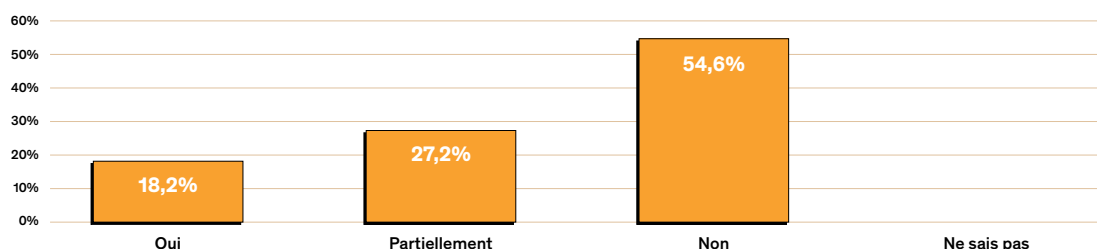
S'il existe un point sur lequel les acteurs économiques s'accordent presque unanimement, c'est celui-ci: la mobilité constitue aujourd'hui le principal facteur de dégradation des conditions-cadres à Genève. Près de 80% des entreprises interrogées l'ont citée spontanément comme leur préoccupation prioritaire, bien avant la fiscalité, la sécurité ou les autres infrastructures.

Ce constat n'est pas nouveau, mais il s'est nettement aggravé ces dernières années, au point de devenir un frein stratégique au développement économique.

La circulation routière est jugée catastrophique: congestion chronique, feux mal cadencés, suppression continue des places de stationnement, difficultés d'accès aux zones d'activité. Pour de nombreuses entreprises, cela se traduit par une perte de productivité liée aux heures perdues dans les bouchons. Les déplacements professionnels (livraisons, services aux clients, chantiers, etc.) en sont particulièrement pénalisés.

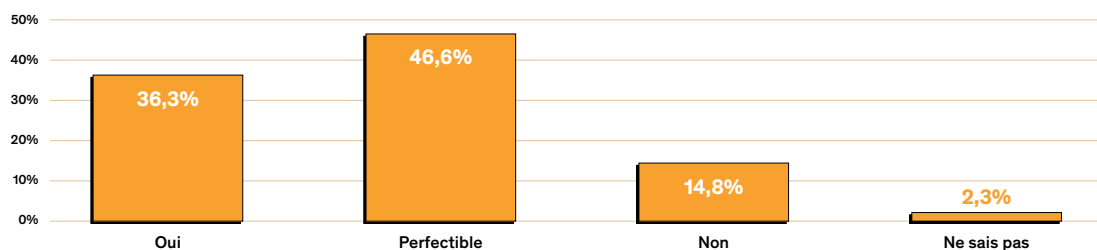
Les politiques publiques visant à réduire l'usage de la voiture sont par ailleurs perçues comme idéologiques plutôt que pragmatiques, car elles ne s'accompagnent pas d'alternatives suffisantes. Le manque de parkings-relais, l'insuffisance des dessertes de transports collectifs vers les zones d'activité et les lacunes du maillage transfrontalier sont fréquemment cités. Résultat : les infrastructures existantes ne répondent pas aux besoins des entreprises pour plus de 50% d'entre elles, et près d'un tiers estiment qu'elles n'y répondent que partiellement.

Selon vous, les infrastructures de mobilité actuelles à Genève répondent-elles aux besoins de votre entreprise ?



Si la mobilité douce est perçue comme globalement en progrès, une majorité relative la juge encore «perfectible» et estime que les investissements dans ce domaine ne suffisent pas à compenser les contraintes imposées au trafic routier.

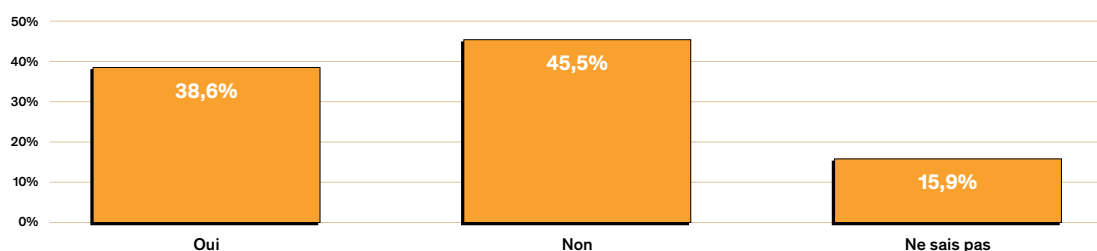
Selon vous, la mobilité douce est-elle assez développée à Genève ?



L'enjeu est donc moins de choisir entre différents modes de déplacement que de concevoir une approche cohérente, équilibrée et intégrée de la mobilité, qui tienne compte à la fois des besoins économiques, sociaux et environnementaux.

Dans une démarche prospective, et en amont de toute décision politique ou de la mise en œuvre éventuelle de projets pilotes, parmi lesquels figure notamment l'idée d'un péage urbain aux frontières du canton pour réduire la congestion routière, nous avons souhaité sonder les acteurs économiques sur leur perception d'une telle mesure. Pour mémoire, le projet de péage urbain s'inscrit dans un processus fédéral lancé en novembre 2022 : le DETEC a retenu Genève parmi les sites pilotes et demandé des études de faisabilité, actuellement à l'examen par la Confédération. L'objectif de notre consultation était donc distinct : comprendre les attentes, les craintes et les conditions d'acceptabilité d'un tel dispositif.

Seriez-vous favorable à l'introduction d'un péage urbain aux frontières de Genève pour régler la congestion routière ?

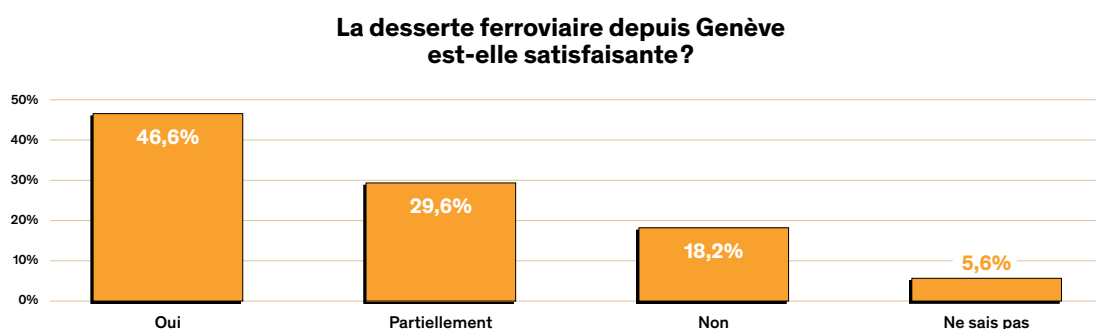


Ce résultat traduit un scepticisme important quant à l'efficacité et à l'acceptabilité d'un péage urbain dans le contexte genevois. Si certains y voient un outil potentiel pour fluidifier le trafic et financer de nouvelles infrastructures de transport, ce type de dispositif apparaît pour l'heure comme trop controversé pour faire consensus, dans un canton dont l'économie dépend fortement des échanges quotidiens avec sa périphérie.

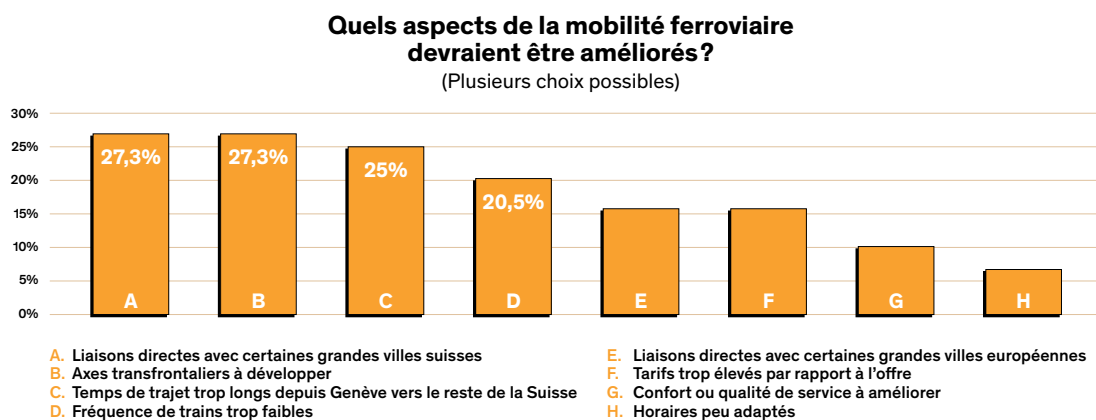
B. Mobilité intercantonale: un réseau ferroviaire à renforcer

Si la mobilité cantonale constitue le principal facteur de dégradation des conditions-cadres, les infrastructures ferroviaires et les liaisons intercantionales sont, elles aussi, au cœur des préoccupations des acteurs économiques. Elles représentent un enjeu stratégique majeur pour la compétitivité de Genève, dont l'économie repose sur une main-d'œuvre hautement mobile, des échanges constants avec les autres pôles économiques suisses et une accessibilité rapide aux grands centres européens.

Dans l'ensemble, près d'une entreprise sur deux juge la desserte ferroviaire satisfaisante, signe que le réseau offre des prestations considérées comme fiables et adaptées par une partie importante du tissu économique.



Pour autant, les attentes demeurent élevées et de nombreuses critiques mettent en lumière des marges d'amélioration importantes. Plusieurs entreprises soulignent notamment une dégradation de la qualité et de la ponctualité du service, avec des retards fréquents, des trains surchargés et une offre jugée insuffisante aux heures de pointe. À cela s'ajoute la mise en place du nouvel horaire CFF, qui suscite de nombreux mécontentements: certaines liaisons directes avec les grandes villes (Lausanne, Berne, Zurich) ont été réduites, allongeant les temps de trajet et rendant les déplacements professionnels plus contraignants. Ces dysfonctionnements ont des effets directs sur la productivité, en provoquant des retards répétés des collaborateurs et en complexifiant la logistique quotidienne.



Plus largement, un sentiment d'inégalité territoriale s'exprime: de nombreux répondants estiment que les CFF accordent une attention disproportionnée à Zurich et à la Suisse alémanique, tandis que la Suisse romande, et Genève en particulier, peine à se faire entendre à Berne.

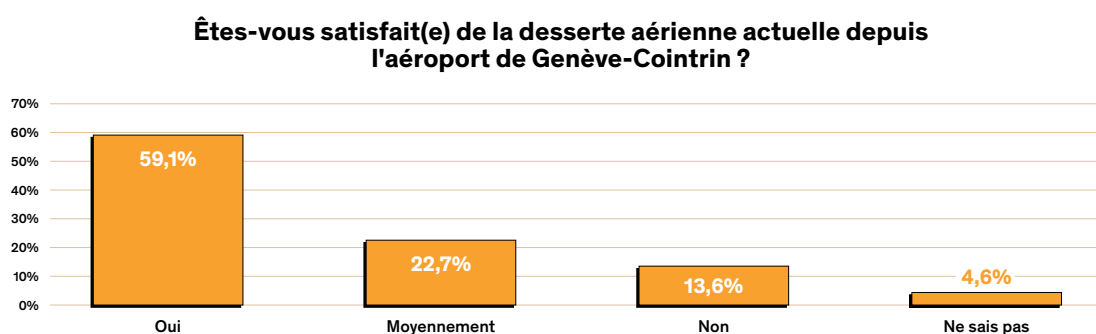
Au-delà de l'efficacité économique, le rail joue aussi un rôle symbolique dans l'image de la Suisse: plusieurs entrepreneurs rappellent que le train est une "marque nationale" et que la qualité du réseau participe directement à l'attractivité du pays.

En résumé, Genève a besoin d'un réseau ferroviaire à la hauteur de ses ambitions: des connexions plus rapides, plus nombreuses et mieux intégrées avec le reste de la Suisse, appuyées par une vision stratégique commune à l'échelle romande.

C. Mobilité internationale: l'aéroport, une porte d'entrée sous-estimée

Aux côtés du rail, l'aéroport constitue la première porte d'entrée économique d'un territoire. Sa qualité, son accessibilité et la diversité de ses connexions jouent un rôle déterminant dans la compétitivité d'une place économique, en particulier pour un canton comme Genève dont l'attractivité repose largement sur l'accueil de talents internationaux, d'investisseurs, d'organisations mondiales et de sièges d'entreprises.

Dans ce domaine, les résultats de l'enquête montrent un paysage contrasté. Une majorité d'entrepreneurs (près de 60%) se déclarent satisfaits de la desserte aérienne actuelle, signe que l'infrastructure remplit globalement sa mission. Néanmoins, près d'un tiers jugent la situation « moyenne » ou « insatisfaisante », soulignant d'importantes marges de progression.



Les observations portent d'abord sur la qualité même de l'infrastructure aéroportuaire, jugée « vieillotte », « mal adaptée aux besoins actuels » et « peu représentative du rang international de Genève ». L'expérience passager est également pointée du doigt: longues files d'attente, procédures de contrôle obsolètes, accès aux terminaux difficiles et gestion perfectible des arrivées tardives. Autant d'éléments qui ternissent l'image du canton et nuisent à l'expérience des voyageurs d'affaires.

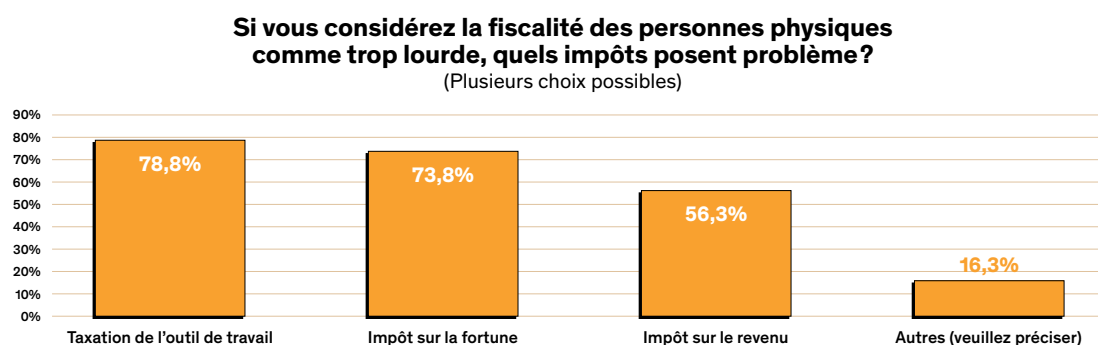
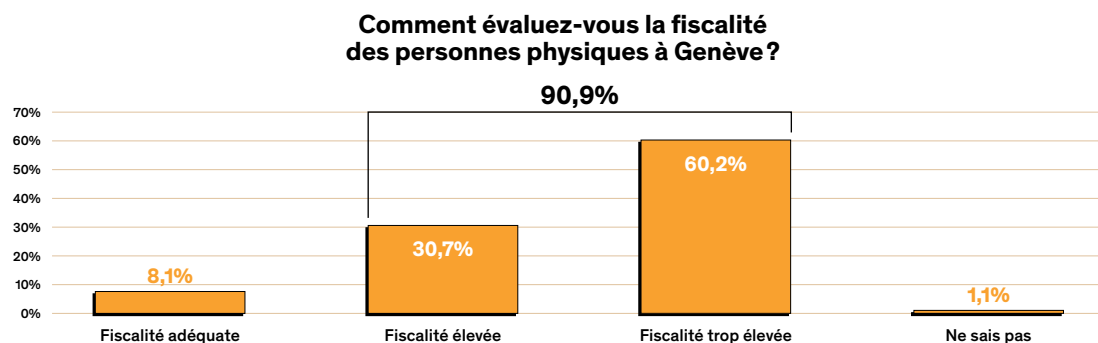
La dernière préoccupation concerne la faiblesse de l'offre de vols intercontinentaux directs, notamment vers les marchés stratégiques. Les entrepreneurs citent en priorité les États-Unis, l'Asie (Singapour), l'Amérique latine ou encore certaines capitales et villes européennes. Ces destinations, essentielles pour les échanges commerciaux, financiers et scientifiques, sont aujourd'hui soit mal desservies, soit totalement absentes.

Derrière ces critiques se cache une inquiétude plus profonde: la disproportion croissante entre Genève et Zurich en matière de connectivité internationale. Alors que Zurich concentre l'essentiel des liaisons long-courriers et capte une part importante des flux d'affaires vers la Suisse, Genève doit se contenter d'une offre plus limitée, principalement orientée vers le court et moyen-courrier. Résultat: certains investisseurs ou décideurs préfèrent transiter par Zurich, affaiblissant le rôle de Genève comme porte d'entrée économique et siège international.

6. Fiscalité : principal facteur de compétitivité et déclencheur de départ

La fiscalité arrive immédiatement derrière la mobilité parmi les préoccupations les plus fréquemment citées par les entrepreneurs. Dans un contexte marqué par la forte mobilité des individus, des capitaux et des entreprises, elle est largement jugée trop lourde et insuffisamment compétitive pour permettre à Genève de rester attractif face à ses concurrents intercantonaux et internationaux.

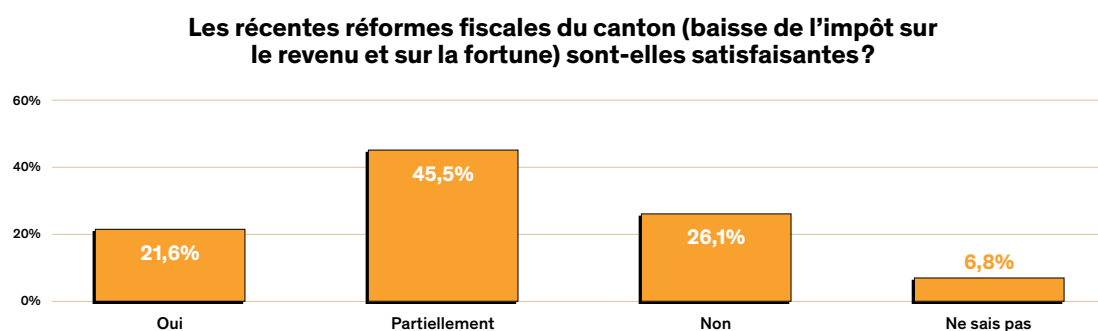
Les résultats de l'enquête sont sans équivoque : plus de 90% des répondants estiment que la fiscalité genevoise est « élevée » ou « trop élevée », et une majorité d'entre eux considèrent qu'elle a un impact direct, souvent significatif, sur leurs décisions d'investissement et de développement. Deux éléments cristallisent tout particulièrement les critiques : la taxation de l'outil de travail et l'impôt sur la fortune.



Ces deux dispositifs, étroitement liés, sont régulièrement qualifiés d'« absurdes » ou d'« économiquement incohérents » par les entrepreneurs. En imposant la valeur théorique de l'entreprise, alors même que les entrepreneurs ne disposent pas de cet argent, le canton pénalise directement l'investissement et la croissance.

Pour nombre de dirigeants, cette fiscalité décourage la prise de risque, fragilise les plans d'expansion et pousse parfois à envisager un départ vers des cantons à fiscalité plus favorable.

Les réformes fiscales récentes, en particulier la baisse de l'impôt sur le revenu et sur la fortune effectives dès 2025, ont été globalement bien accueillies par les entrepreneurs. Une majorité les juge « satisfaisantes » ou « partiellement satisfaisantes » et reconnaît qu'elles vont dans la bonne direction.

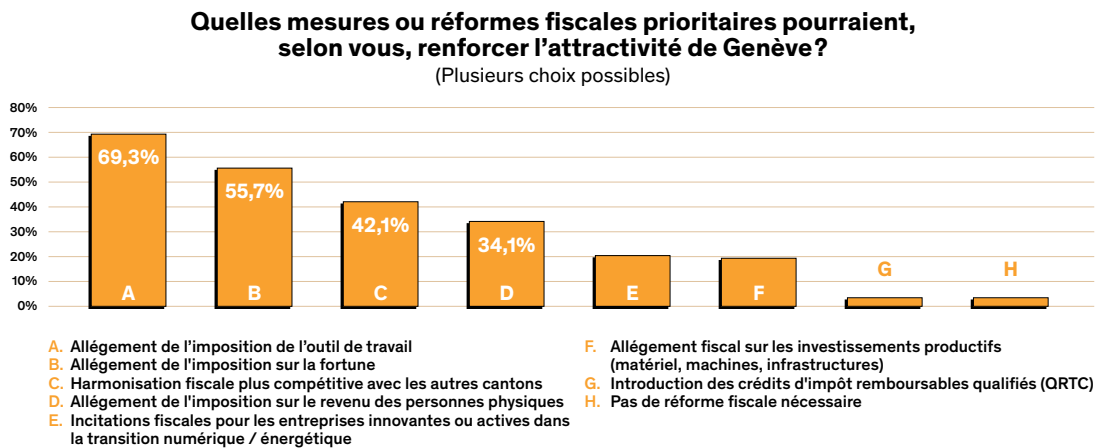


Mais ce signal positif ne suffit pas à masquer une réalité structurelle: l'écart avec les cantons les plus compétitifs, comme Zoug, Zurich ou même Vaud, reste important, tant sur la fiscalité des personnes physiques que sur la charge globale pesant sur les entrepreneurs.

Cette situation nourrit une inquiétude stratégique: le risque de voir Genève perdre son attractivité au profit de juridictions plus agiles fiscalement. Dans un environnement économique où la concurrence territoriale s'intensifie, la question fiscale n'est plus seulement un enjeu budgétaire: elle est devenue un facteur déterminant de compétitivité, d'innovation et d'ancrage économique.

Les résultats de l'enquête traduisent une attente claire: celle d'un rééquilibrage en profondeur de la fiscalité entrepreneuriale, qui reconnaisse le rôle central des créateurs et dirigeants d'entreprise dans la vitalité économique du canton. Cela implique notamment:

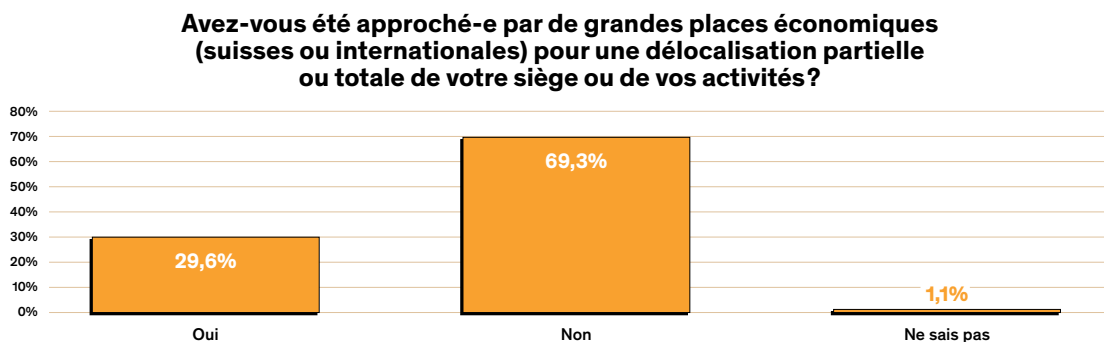
- Une révision de la taxation de l'outil de travail, pour qu'il ne soit plus assimilé à un patrimoine passif mais reconnu comme un instrument de création de valeur et d'emplois.
- Une réflexion sur l'impôt sur la fortune, dont le poids reste dissuasif dans un contexte de mobilité accrue des personnes fortunées et des entrepreneurs.
- Une meilleure harmonisation avec les pratiques fiscales des autres cantons.



A. Concurrence intercantonale et internationale: une pression bien réelle

Dans un contexte où la compétitivité territoriale se joue désormais autant sur la fiscalité que sur l'environnement réglementaire, les infrastructures ou la qualité de vie, la pression exercée par d'autres places économiques sur les entreprises genevoises est tangible. Loin d'être théorique, cette concurrence se traduit par des démarches actives, ciblées et régulières à l'égard des sociétés implantées dans le canton — en particulier les plus visibles et les plus stratégiques.

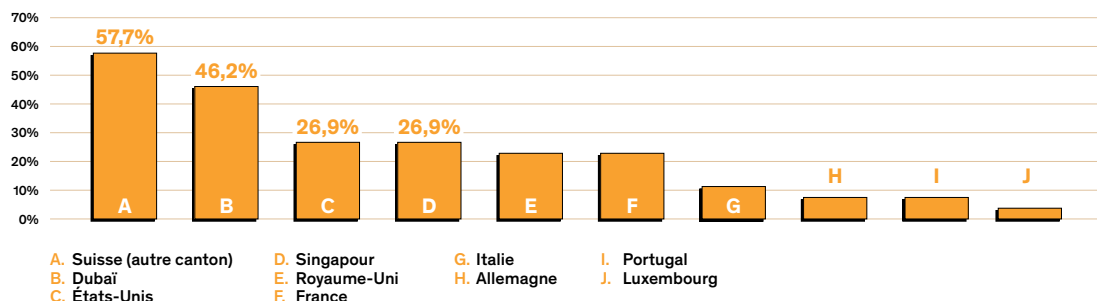
Plus d'un quart (29%) des entrepreneurs interrogés déclarent ainsi avoir été approchés par d'autres villes ou pays, preuve d'une concurrence qui se joue désormais à l'échelle mondiale.



Mais c'est surtout au niveau national que la concurrence se fait la plus intense : plus de la moitié citent en premier lieu d'autres cantons suisses parmi les acteurs les plus actifs dans leur prospection. Ce résultat souligne une réalité souvent sous-estimée : la compétition pour attirer entreprises, talents et investissements se joue d'abord à l'intérieur des frontières helvétiques, avant même de s'exercer face à des hubs internationaux comme Dubaï, Singapour, Londres ou New York.

Si vous avez déjà été approché-e par la concurrence, de quels pays/quelles villes s'agissait-il ?

(Plusieurs choix possibles)



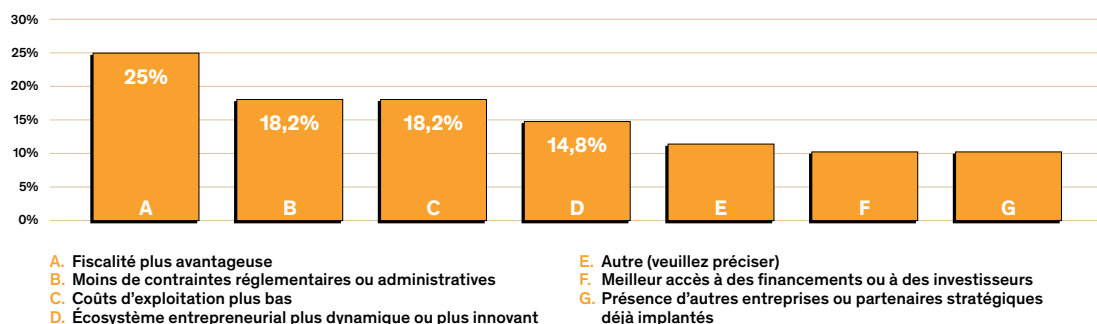
Genève doit donc affronter une double pression — intercantonale et internationale — qui l'oblige à renforcer constamment ses atouts pour rester attractif.

Les arguments avancés sont souvent puissants : fiscalité plus attractive, simplification administrative, accès facilité aux infrastructures ou aux terrains industriels, subventions ciblées pour la R&D, ou encore meilleure intégration dans l'écosystème local.

Plusieurs dirigeants relèvent aussi un facteur plus immatériel, mais tout aussi décisif : la reconnaissance et la considération offertes par les autorités locales.

Quels arguments attractifs vous ont-ils été présentés ?

(Plusieurs choix possibles)

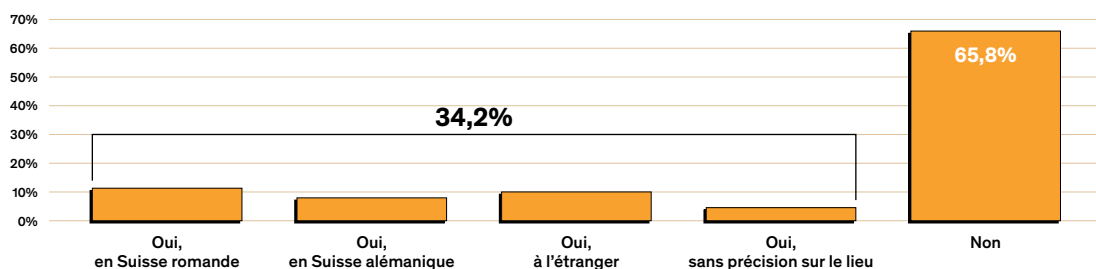


Ces constats rappellent que la compétition entre territoires ne se limite plus aux taux d'imposition : elle repose aussi sur la qualité du dialogue public-privé, la réactivité de l'administration, l'accès aux talents et aux infrastructures, et la capacité d'un État à valoriser ses entreprises stratégiques. Dans ce contexte, Genève doit s'assurer de rester un lieu où les entrepreneurs se sentent considérés, soutenus et compris — faute de quoi les sollicitations extérieures pourraient devenir des opportunités sérieuses de départ.

C'est dans cette perspective que nous leur avons demandé s'ils avaient déjà concrètement envisagé de délocaliser leur siège ou une partie de leurs activités hors de Genève. Les résultats montrent que plus d'un tiers des entreprises interrogées ont déjà réfléchi à cette option, que ce soit en Suisse romande, en Suisse alémanique ou à l'étranger.

Ce résultat marque une évolution significative par rapport à l'étude FLAG de 2022², où 29% des dirigeants déclaraient avoir envisagé une délocalisation. En 2025, cette part atteint désormais 34,2%, soit plus d'une entreprise sur trois. Si l'écart de cinq points peut sembler limité en valeur relative, il traduit néanmoins une tendance préoccupante : l'érosion de confiance s'installe dans le temps et traduit le signal d'alerte clair que : Genève ne peut plus considérer comme acquise sa capacité à retenir les acteurs économiques.

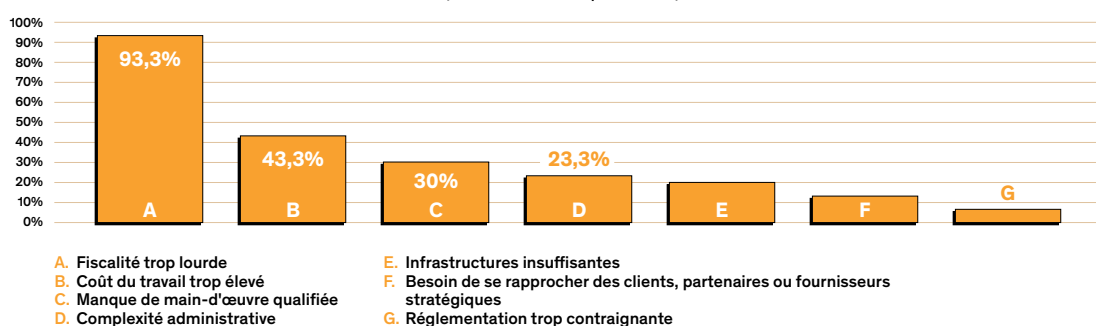
Avez-vous déjà envisagé de délocaliser le siège de votre entreprise?



Parmi les principales raisons citées par celles et ceux qui ont envisagé une délocalisation, la fiscalité de l'entrepreneur, jugée trop lourde, arrive largement en tête, suivie par le coût élevé du travail et la rareté de la main-d'œuvre qualifiée. Ces éléments confirment les constats formulés précédemment: dans un environnement où la mobilité des entreprises et des talents est forte, chaque désavantage structurel peut se traduire par un risque de départ.

Si vous avez déjà envisagé de délocaliser le siège de votre entreprise, pourquoi?

(Plusieurs choix possibles)



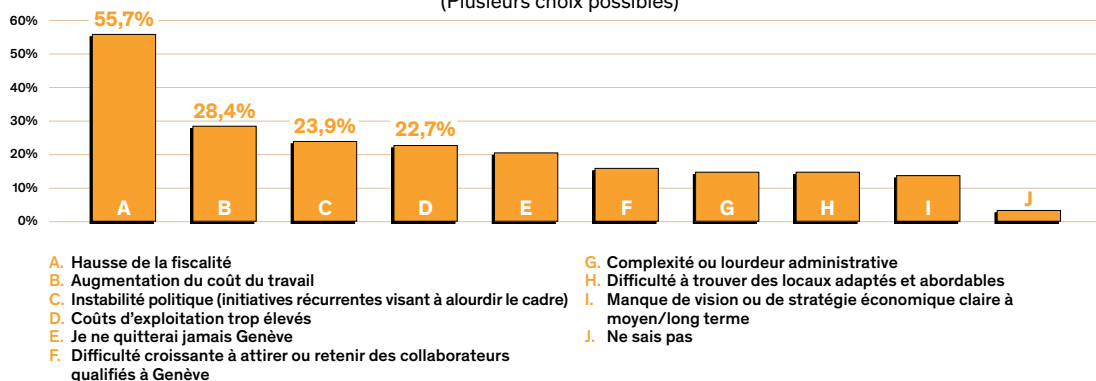
B. Départ des entreprises : les principaux déclencheurs

Pour approfondir l'analyse, nous les avons également interrogés sur les facteurs qui pourraient, à terme, les amener à envisager de quitter ou de délocaliser leur siège de Genève. Les trois principales raisons évoquées sont:

- Une fiscalité jugée trop lourde, citée comme le principal déclencheur potentiel d'un départ.
- L'augmentation du coût du travail combiné à des coûts d'exploitation trop élevés, qui réduit la compétitivité face à d'autres régions suisses ou européennes.
- L'instabilité politique: un climat qui serait jugé instable et de moins en moins favorable aux entrepreneurs.

Qu'est-ce qui pourrait inciter votre entreprise à quitter Genève (ou à délocaliser le siège)?

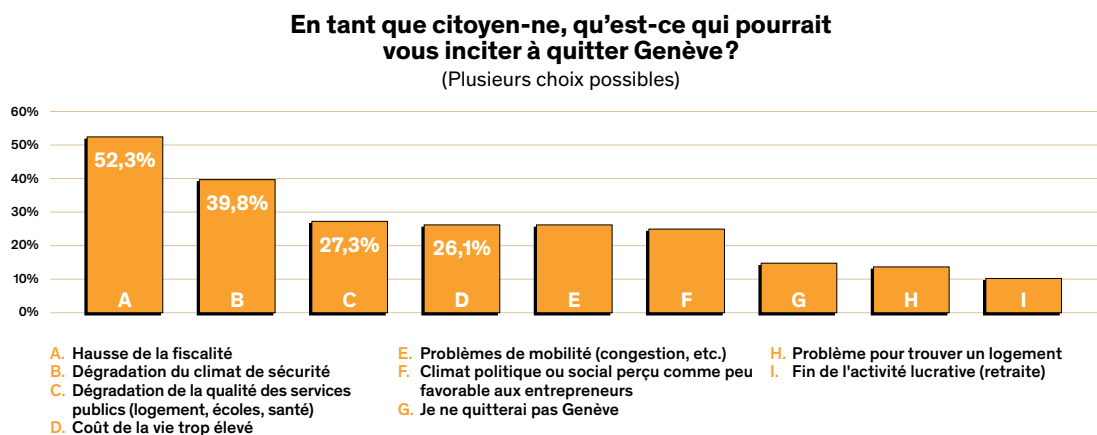
(Plusieurs choix possibles)



C. En tant que citoyens, des inquiétudes similaires

Lorsqu'ils s'expriment à titre personnel, les entrepreneurs interrogés confirment que les défis de compétitivité dépassent largement le strict cadre économique. Ils se traduisent aussi dans leur perception de Genève comme lieu de vie.

En tête des préoccupations figure la hausse de la fiscalité, considérée comme un facteur déterminant susceptible de déclencher un départ. Elle est suivie par la dégradation du climat de sécurité. Arrive ensuite la dégradation de la qualité des services publics, perçue comme un affaiblissement de l'environnement global, notamment en matière d'infrastructures, d'éducation ou de santé. Enfin, un climat politique et social jugé moins favorable aux entrepreneurs et à l'initiative privée complète ce tableau de préoccupations majeures.



Ces résultats soulignent les éléments déterminants qui façonnent la compétitivité d'un territoire et influencent les décisions d'implantation ou de départ des entreprises comme des talents. Au-delà des considérations purement économiques, la fiscalité, la qualité des services publics, le climat de sécurité, la stabilité politique apparaissent comme des leviers majeurs dans l'arbitrage des acteurs économiques.

De même, la capacité d'un territoire à offrir un cadre de vie attractif, des infrastructures performantes, une mobilité fluide et des conditions d'exercice prévisibles constitue un atout décisif pour retenir les entreprises, les familles et les investisseurs.

Dans un contexte de concurrence accrue, y compris au sein même de la Suisse, ces facteurs peuvent faire la différence entre l'ancrage durable d'une activité et la décision de délocaliser vers un environnement jugé plus favorable.

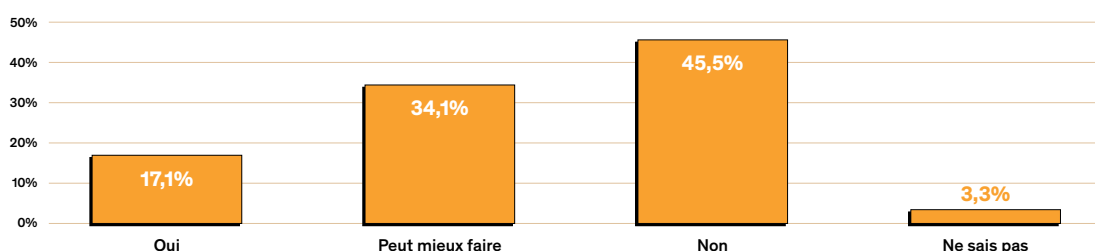
7. Complexité administrative et administration publique

En troisième critère, la lourdeur administrative apparaît comme un obstacle majeur à l'attractivité économique de Genève. Pour une large majorité d'entrepreneurs, les démarches restent trop longues, trop complexes et souvent inadaptées aux réalités opérationnelles.

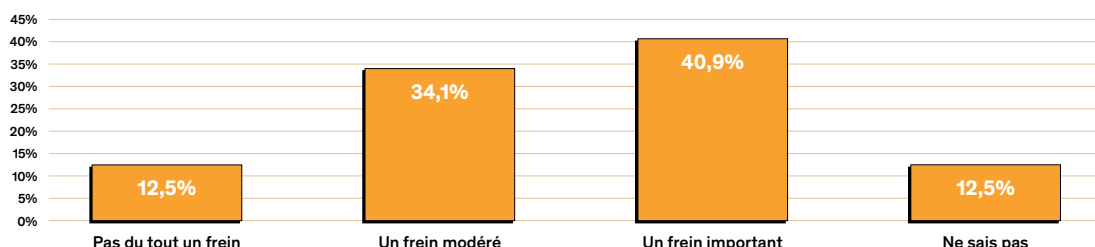
L'absence de coordination entre services, la multiplicité des interlocuteurs, les incohérences réglementaires et la lenteur des procédures nourrissent une profonde insatisfaction. Dans un environnement économique où l'agilité est devenue un facteur clé de compétitivité, ces rigidités structurelles constituent un désavantage majeur.

Les résultats de l'enquête le confirment : près d'un répondant sur deux juge l'administration genevoise « insatisfaisante » ou « pas du tout rapide » dans l'accompagnement des entreprises. Le diagnostic est clair : les processus sont jugés trop lourds, trop fragmentés et souvent incohérents d'un service à l'autre.

Selon vous, l'administration publique genevoise est-elle suffisamment rapide pour accompagner les entreprises dans leurs démarches?



Dans quelle mesure les démarches et exigences administratives actuelles freinent-elles le développement des entreprises à Genève?



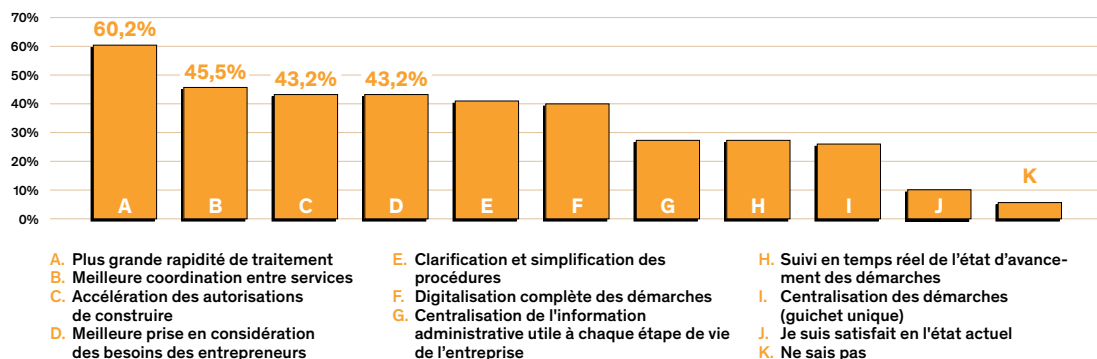
L'absence d'un guichet unique, la difficulté d'obtenir des réponses rapides et l'insuffisante digitalisation de nombreuses démarches rallongent considérablement les délais. Dans certains cas, des projets stratégiques peuvent prendre des années à aboutir, ce qui nuit directement à l'investissement et à l'innovation. En résumé, la complexité administrative freine l'investissement, retarde l'innovation et décourage la prise de risque.

L'analyse qualitative des réponses illustre bien ces difficultés. Les entrepreneurs dénoncent notamment :

- Des procédures disproportionnées pour des projets complexes, qui mettent Genève en retard par rapport à d'autres cantons.
- Une digitalisation jugée très en deçà des standards attendus, avec une multiplication de documents, de signatures et de vérifications souvent redondantes.
- Un manque d'adaptation aux réalités des entreprises, notamment dans la gestion des permis de travail ou des autorisations de construction.
- Des pratiques perçues comme bureaucratiques et peu orientées service.

Quels aspects globaux ou relatifs aux démarches administratives pourraient selon vous être améliorés?

(Plusieurs choix possibles)



Dans un contexte où d'autres cantons ou pays misent sur la simplification, la digitalisation et une approche «pro-business», il est attendu que Genève engage une réforme ambitieuse. Réduction du nombre d'étapes, centralisation des démarches, amélioration de la coordination interne, meilleure écoute des besoins des entreprises et digitalisation intégrale des procédures sont autant de leviers pour moderniser l'action publique et soutenir durablement l'activité économique.

Cette exigence est d'autant plus forte que les contribuables supportent à Genève l'une des charges fiscales les plus élevées de Suisse. Ils s'attendent, en retour, à ce que chaque franc prélevé se traduise par une administration plus efficace, plus réactive et mieux adaptée aux besoins du tissu économique. Or, avec une fonction publique parmi les plus nombreuses, les mieux rémunérées et les plus coûteuses du pays³, la modernisation de l'appareil administratif n'est plus seulement une option : c'est une nécessité pour restaurer la confiance et renforcer la compétitivité du canton.

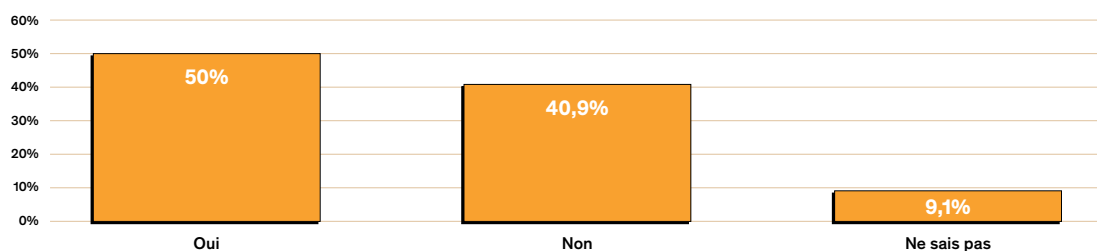
8. Pénurie de logements et difficultés de recrutement

Dans une économie fondée sur la connaissance, la valeur ajoutée et l'innovation, l'accès aux talents est la condition première du développement des entreprises. Or, cette dynamique est aujourd'hui fragilisée par la pénurie structurelle de logements, qui freine directement le recrutement et décourage l'installation de nouvelles compétences.

Les difficultés rencontrées par les talents pour trouver un logement adapté les contraignent souvent à s'installer de plus en plus loin du lieu de travail, avec à la clé des problèmes accrus de mobilité, de fatigue et de stress. Ce poids supplémentaire sur le quotidien des collaborateurs finit par affecter leur engagement, leur bien-être et leur productivité, voire les pousser à envisager un départ vers d'autres régions offrant de meilleures conditions de vie. Ce frein logistique nuit donc non seulement à l'attractivité de Genève pour les profils qualifiés, mais aussi à la fidélisation de ceux déjà présents.

Un répondant sur deux confirme que cette situation a des répercussions concrètes sur son activité : allongement des processus de recrutement, désistements de candidats, difficultés à attirer des profils étrangers ou romands.

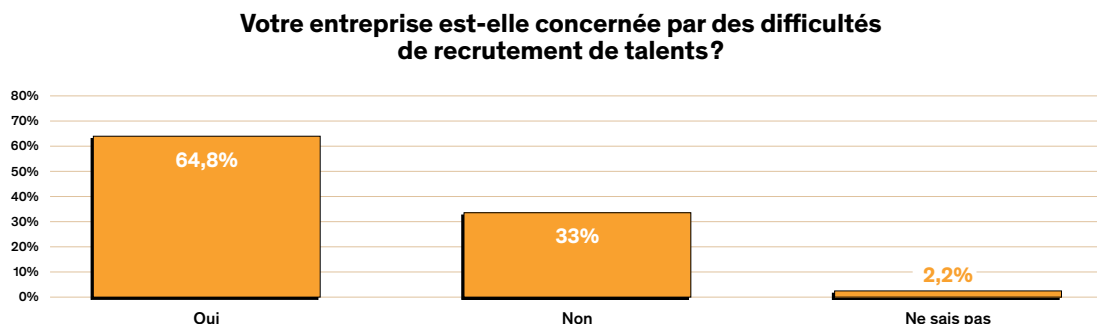
La pénurie de logements à Genève a-t-elle un impact sur votre entreprise?



À ces défis s'ajoute la rareté des places en crèche, qui freine notamment la participation des femmes au marché du travail et prive les entreprises d'un vivier de compétences indispensable.

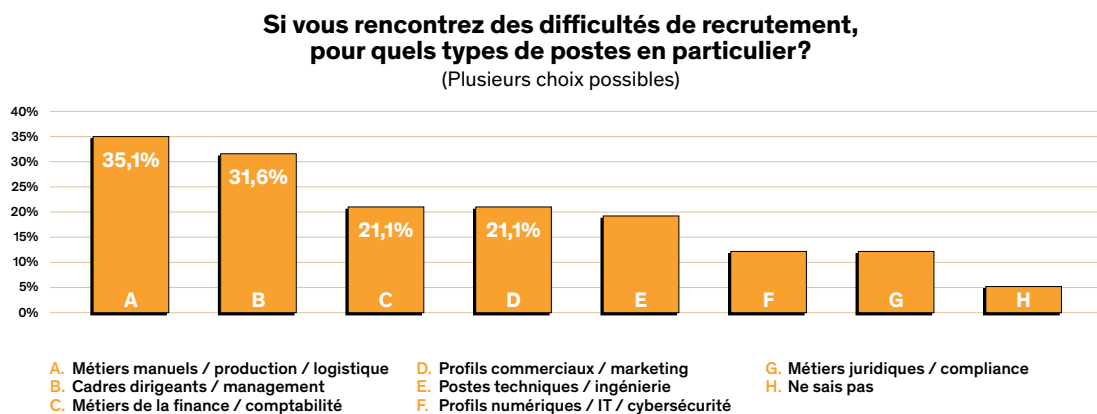
A. Une majorité d'entreprises confrontées à la pénurie de talents

Les résultats de l'enquête sont nets: près de deux tiers des répondants (plus de 60%) déclarent rencontrer des difficultés de recrutement, contre environ un tiers qui ne sont pas concernés.



Ce résultat confirme la tension croissante sur le marché de l'emploi local. Les profils les plus difficiles à recruter couvrent un spectre très large :

- Postes techniques, d'ingénierie et de production, ainsi que profils manuels et logistiques, indispensables au fonctionnement opérationnel des entreprises.
- Profils de cadres dirigeants et de management, dont la rareté fragilise la prise de décision stratégique et la structuration des organisations.
- Profils spécialisés dans la finance, la conformité, la fiscalité ou la gestion des risques, ainsi que dans des domaines scientifiques (biotechnologie, pharmaceutique, enseignement scientifique).
- Enfin, plusieurs répondants mentionnent des difficultés dans les secteurs de la santé, de la formation, de la création et de l'événementiel, ce qui reflète l'ampleur transversale de la pénurie.



B. Former les talents de demain: l'apprentissage comme réponse stratégique

Ce diagnostic conforte une idée largement partagée par les acteurs économiques: résoudre la pénurie de compétences ne peut se limiter à attirer des talents externes – il faut aussi les former localement.

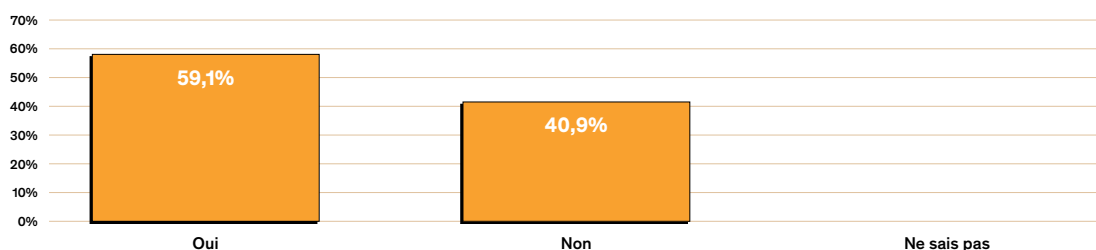
Tandis que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée s'intensifie dans de nombreux secteurs, l'apprentissage représente un levier efficace pour préparer les compétences dont notre économie aura besoin demain.

Pourtant, Genève forme aujourd'hui proportionnellement moins d'apprentis que la moyenne nationale. Ce constat soulève une question centrale: pourquoi le modèle peine-t-il à s'imposer comme une évidence dans notre tissu économique local?

C'est pour répondre à cette question que nous avons choisi d'interroger les entrepreneurs genevois sur leur perception de l'apprentissage. L'objectif était double : comprendre les raisons pour lesquelles certaines entreprises n'accueillent pas d'apprentis – ou ont cessé de le faire – et identifier les leviers d'action susceptibles d'inverser cette tendance.

Cette démarche s'inscrit dans une réflexion plus large sur l'avenir de l'emploi et de la compétitivité de Genève. Dans un marché du travail marqué par la raréfaction des talents, développer l'apprentissage ne relève plus seulement d'un enjeu de formation initiale : c'est une condition stratégique pour renforcer notre autonomie, sécuriser les compétences clés et soutenir durablement la croissance économique.

Formez-vous ou avez-vous formé des apprentis sur les trois dernières années?

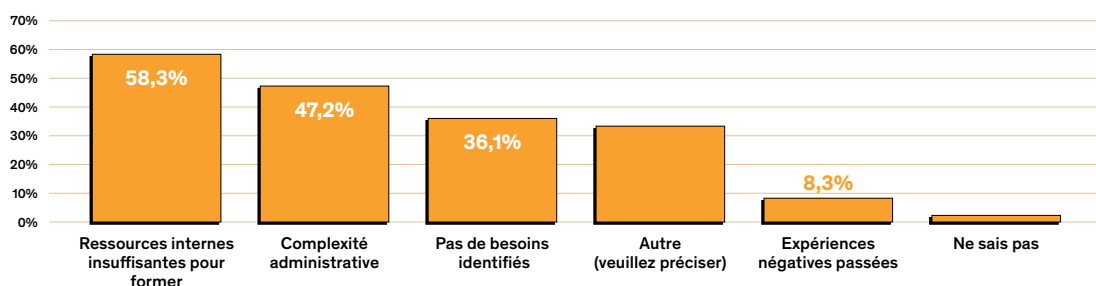


Il apparaît que parmi les entreprises interrogées, près de 40% ne sont actuellement pas formatrices d'apprentis.

Les principaux freins à l'apprentissage :

L'enquête permet de dresser un panorama clair des raisons qui expliquent ce choix. Elles sont multiples, souvent interconnectées, et relèvent à la fois de contraintes internes, de difficultés liées au dispositif de formation et d'un environnement perçu comme peu incitatif.

Si vous ne formez pas d'apprentis, pour quelles raisons? (Plusieurs choix possibles)



Contraintes internes :

Nombre d'entreprises expliquent ne pas disposer des moyens humains ou financiers nécessaires pour accueillir un apprenti. La formation exige du temps, un encadrement régulier et parfois un poste dédié, ce qui reste difficilement soutenable pour les structures de petite taille.

Difficultés liées au dispositif :

La lourdeur des démarches et du suivi constitue l'un des freins les plus récurrents. Les entreprises estiment que les exigences liées à la formation (procédures, contrôles, cours pédagogiques obligatoires) sont souvent déconnectées de leur réalité opérationnelle. Certaines mentionnent aussi un manque d'informations claires sur les aides existantes et sur l'accompagnement disponible. Enfin, former n'est pas perçu comme une activité suffisamment valorisée : plusieurs acteurs soulignent l'absence de reconnaissance institutionnelle.

Valorisation et perception :

Plusieurs entreprises indiquent que les jeunes semblent moins attirés par certains métiers jugés exigeants, perçus comme peu valorisés ou insuffisamment rémunérés. Des expériences négatives antérieures (démotivation, absentéisme, conflits avec les écoles) ont également conduit certaines d'entre elles à renoncer à former à nouveau.

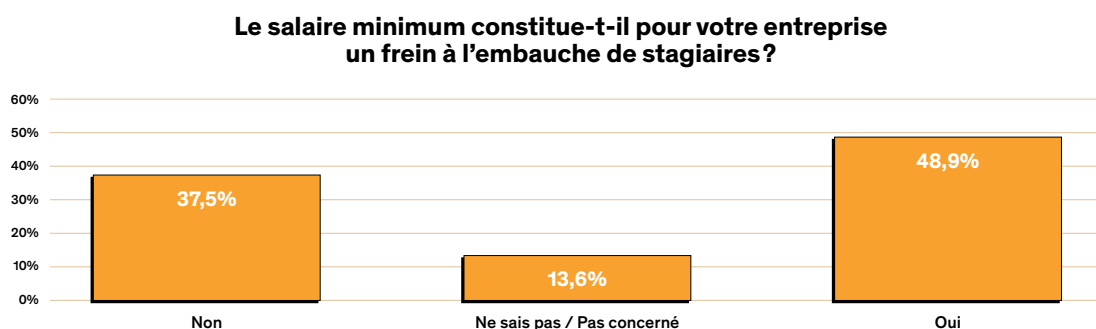
Exigences professionnelles élevées :

Finalement, dans certains secteurs, le niveau de compétences requis est tout simplement trop élevé pour correspondre à un apprentissage traditionnel.

C. Salaire minimum et premières expériences : un frein à l'insertion des jeunes

Si le salaire minimum vise légitimement à garantir des conditions de rémunération décentes, son application uniforme, y compris aux stages non conventionnés, premières expériences et emplois d'été, génère des effets de bord importants sur l'écosystème genevois.

Près de 50% des entreprises interrogées estiment que cette mesure a eu un impact négatif sur leur capacité à proposer des stages ou à accueillir des jeunes en première expérience professionnelle.



Dans de nombreux cas, les entreprises ont réduit drastiquement, voire supprimé, leurs programmes de stages d'été ou d'initiation aux métiers, préférant n'engager que des profils expérimentés ou des stagiaires issus de cursus universitaires.

Ce phénomène a des conséquences directes sur l'insertion professionnelle des jeunes : moins d'opportunités pour découvrir des métiers, moins de passerelles vers l'emploi et un risque de délocalisation des premières expériences vers d'autres cantons ou l'étranger.

Il prive également les entreprises d'un vivier de talents précoces qui, historiquement, pouvaient être formés puis fidélisés sur le long terme.

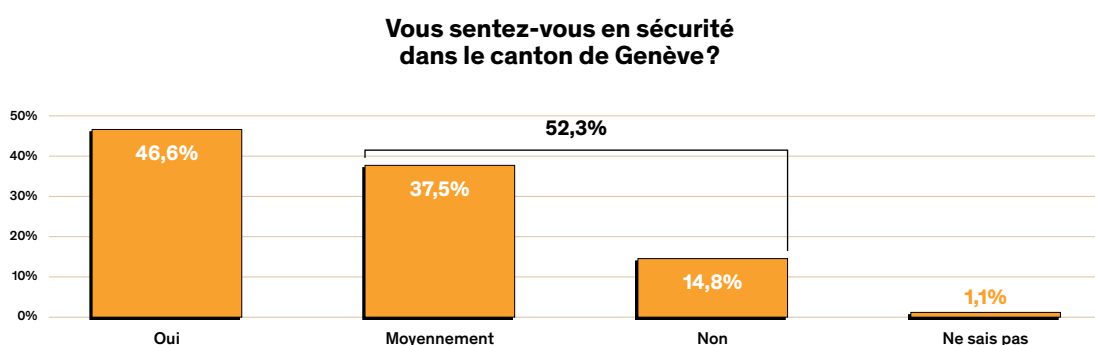
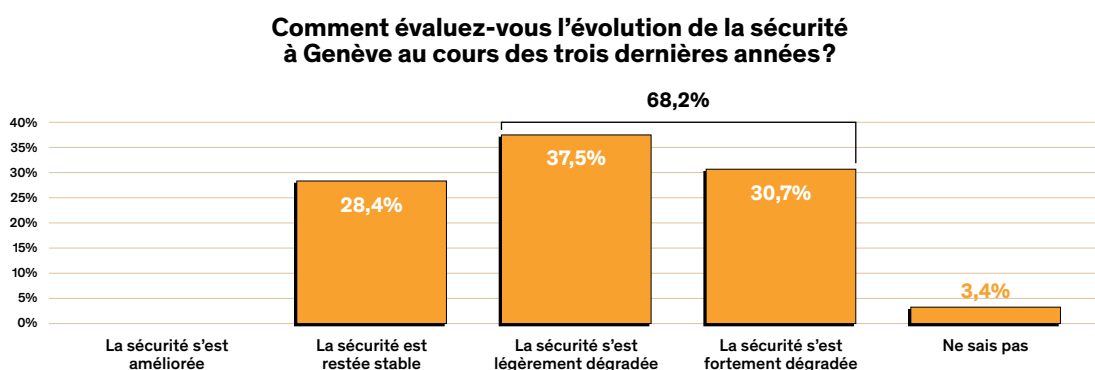
9. Sécurité : un facteur préoccupant

La sécurité demeure l'un des piliers essentiels de l'attractivité d'un territoire. Elle conditionne la qualité de vie, la confiance dans les institutions, la stabilité sociale et, in fine, la capacité d'un écosystème à attirer et retenir entreprises, talents et investissements. Dans notre enquête, près de 30% des répondants ont d'ailleurs cité spontanément la sécurité comme l'une des principales causes de la dégradation des conditions-cadres au cours des trois dernières années. Dans ce contexte, il paraissait essentiel de mieux comprendre comment les acteurs économiques perçoivent aujourd'hui l'évolution de la sécurité à Genève, et quelles attentes ils formulent pour l'avenir.

A. Un climat de confiance fragilisé

Les résultats de l'enquête montrent qu'un socle de confiance existe toujours, puisqu'environ 45% des répondants déclarent se sentir en sécurité dans le canton. Mais ce chiffre doit être lu à la lumière d'un élément majeur : plus de la moitié des personnes interrogées ne se sentent que « moyennement » en sécurité, voire pas du tout. Cette donnée traduit moins une inquiétude immédiate qu'un climat de confiance fragilisé, où le sentiment de sécurité n'est plus acquis.

Ce diagnostic est renforcé par une tendance préoccupante : près de 70% des répondants estiment que la situation s'est dégradée au cours des trois dernières années, dont près d'un tiers parlent d'une détérioration importante. Autrement dit, si Genève reste perçu comme un territoire relativement sûr, l'évolution récente de la situation suscite des inquiétudes croissantes susceptibles, à terme, d'influencer les décisions d'investissement ou d'implantation.

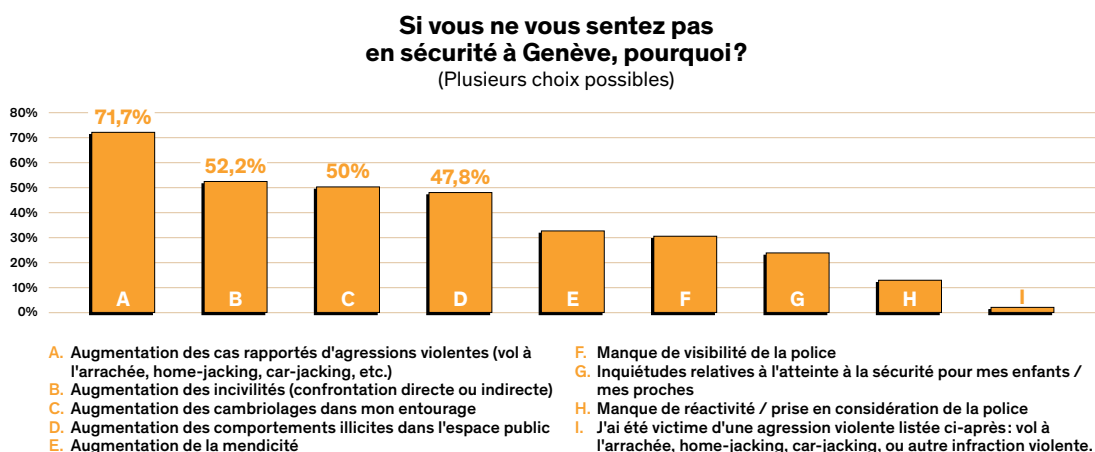


B. Les causes principales d'un sentiment d'insécurité accru

L'analyse permet d'identifier plusieurs facteurs récurrents à l'origine de ce sentiment, parmi lesquels :

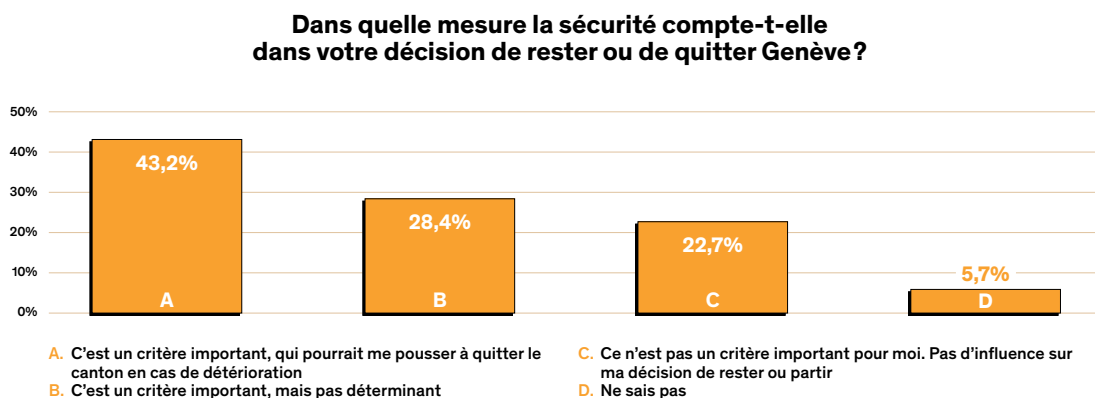
- La hausse marquée des cas rapportés d'agressions violentes et d'actes graves, désormais perçue comme la principale source d'inquiétude. Cet élément pèse fortement sur la perception générale et alimente l'idée que l'espace public est devenu moins sûr.
- L'augmentation visible des incivilités, de la mendicité et des comportements problématiques dans l'espace public contribue également à renforcer ce sentiment.

- La hausse des cambriolages et des délits, parfois amplifiée par leur couverture médiatique, combinée à l'impression d'une impunité persistante pour certains actes, nourrit un climat de méfiance.



Ces éléments traduisent moins une explosion objective de la criminalité qu'une érosion progressive du sentiment de sécurité, phénomène qui, dans la compétition internationale entre territoires, peut avoir des effets économiques très concrets. Un manque perçu de présence policière et de réactivité, souvent interprété comme un signe d'impuissance ou de tolérance face à certaines infractions, accentue cette impression d'insécurité et alimente un climat de méfiance.

Les données confirment par ailleurs que la sécurité ne relève plus seulement de la qualité de vie, mais constitue un véritable enjeu stratégique pour l'attractivité économique: plus de 70% des répondants la considèrent comme un critère déterminant, et près de la moitié affirment qu'une détérioration significative pourrait les pousser à quitter le canton.



La sécurité influence ainsi directement les décisions d'investissement, d'installation et de recrutement, et devient, au même titre que la fiscalité ou les infrastructures, un facteur clé de compétitivité territoriale.

10. Climat politique et initiatives : confiance en recul

La stabilité politique et institutionnelle a longtemps été l'un des atouts majeurs de la Suisse et de Genève dans la compétition internationale. Elle garantit prévisibilité, confiance et sécurité juridique, autant de conditions essentielles pour l'investissement et l'innovation. Notre modèle démocratique, fondé sur la participation directe des citoyennes et citoyens, la recherche du consensus et la continuité institutionnelle, a largement contribué à créer un environnement propice à l'investissement, à la prise de risque et à la planification à long terme.

Dans ce contexte, il était particulièrement pertinent d'interroger les entrepreneurs sur leur perception actuelle du climat politique et sur l'impact que celui-ci peut avoir sur leurs activités. Car si la démocratie directe demeure une force, elle peut aussi devenir un facteur d'incertitude lorsque l'environnement politique est perçu comme instable, fragmenté ou de moins en moins attentif aux réalités économiques.

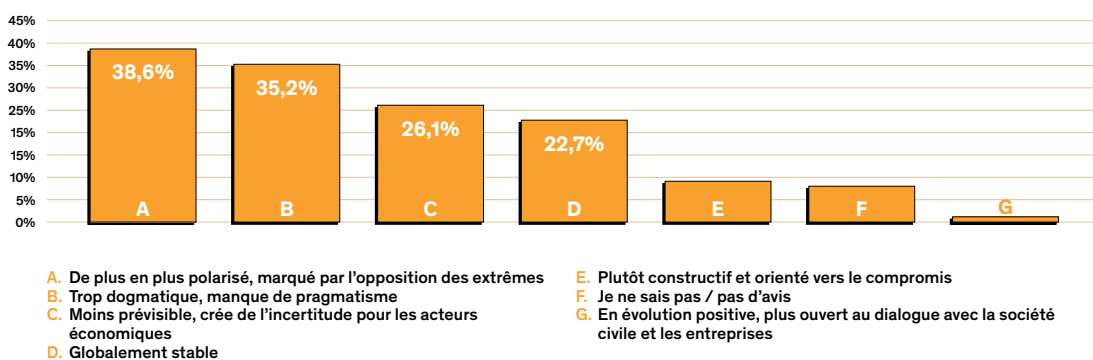
Notre enquête révèle que ce pilier traditionnel montre des signaux de fragilité. Si près d'un quart des dirigeants considèrent toujours le climat politique comme globalement stable, une majorité exprime des doutes croissants sur sa capacité à offrir un environnement lisible et propice aux affaires. Plusieurs tendances sont pointées :

- Une multiplication d'initiatives populaires dont les conséquences économiques sont difficiles à anticiper.
- Un débat politique perçu comme de plus en plus idéologique et polarisé, parfois déconnecté des réalités économiques.
- Un manque de vision stratégique à long terme, qui nuit à la confiance des investisseurs.

Autant d'éléments qui, selon de nombreux acteurs économiques, fragilisent la confiance dans la capacité du canton à porter une politique cohérente, stable et favorable à l'investissement.

Comment évaluez-vous la stabilité ou l'évolution du climat politique en Suisse et à Genève ces dernières années?

(Plusieurs choix possibles)



Les résultats de l'enquête confirment ainsi une évolution perceptible du climat politique genevois. Si la stabilité institutionnelle reste une réalité, elle s'accompagne désormais d'un sentiment d'incertitude croissant. Pour de nombreux dirigeants, le cadre politique apparaît moins lisible, plus volatil et davantage soumis à des dynamiques de court terme, ce qui complique la planification stratégique et les décisions d'investissement.

La perception d'un environnement politique plus conflictuel et polarisé, où les choix semblent parfois guidés par des considérations électorales plutôt que par une vision économique à long terme, renforce ce diagnostic. Dans ce contexte, le dialogue entre acteurs publics et privés est souvent jugé insuffisant ou insuffisamment structuré, alimentant une impression de déconnexion entre décisions politiques et réalités économiques.

Pour une part significative des entreprises interrogées, cette évolution se traduit par un affaiblissement de la confiance dans la capacité des autorités à construire une trajectoire claire et prévisible pour l'économie genevoise. Ce glissement, même progressif, marque un changement notable : la dimension politique, longtemps considérée comme un facteur d'attractivité en soi, tend désormais à être perçue aussi comme un élément d'incertitude stratégique.

11. Initiatives fédérales : deux rendez-vous décisifs pour l'économie suisse

Au cours des douze prochains mois, les Suisses se prononceront sur deux initiatives populaires fédérales dont les conséquences pourraient être déterminantes pour l'économie nationale et pour l'attractivité de Genève.

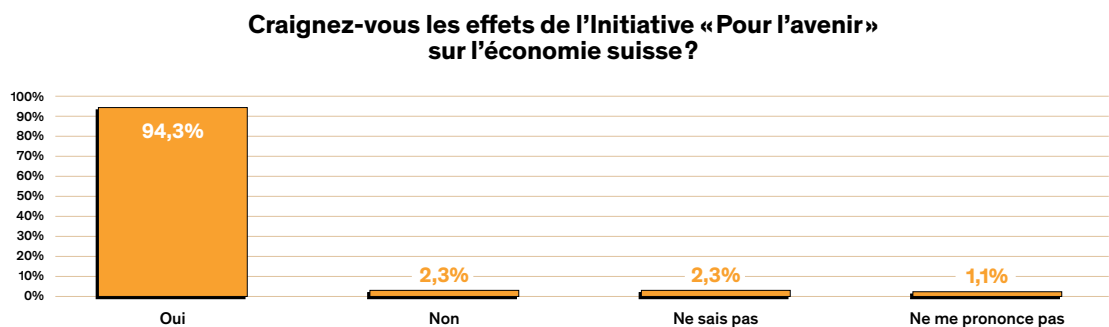
Elles touchent deux piliers majeurs du modèle suisse — la fiscalité et la démographie — et leurs effets potentiels dépassent largement le cadre politique: ils pourraient influencer les investissements, les transmissions d'entreprises, la mobilité de la main-d'œuvre et même ses relations avec l'UE.

Initiative « Pour l'avenir » : une fiscalité sur les grandes successions

Cette initiative demande d'instaurer, au niveau fédéral, un impôt de 50% sur les successions et donations dépassant 50 millions de francs. Le produit de cet impôt devra être attribué de sorte à la lutte « contre la crise climatique de manière socialement juste » et à « la transformation de l'ensemble de l'économie nécessaire à cet objectif ».

Réactions des entrepreneurs : une quasi-unanimité d'opposition

La proposition suscite une vive inquiétude dans les milieux économiques, qui en anticipent des conséquences potentiellement dévastatrices.



Pour la grande majorité des dirigeants interrogés, une telle mesure risquerait :

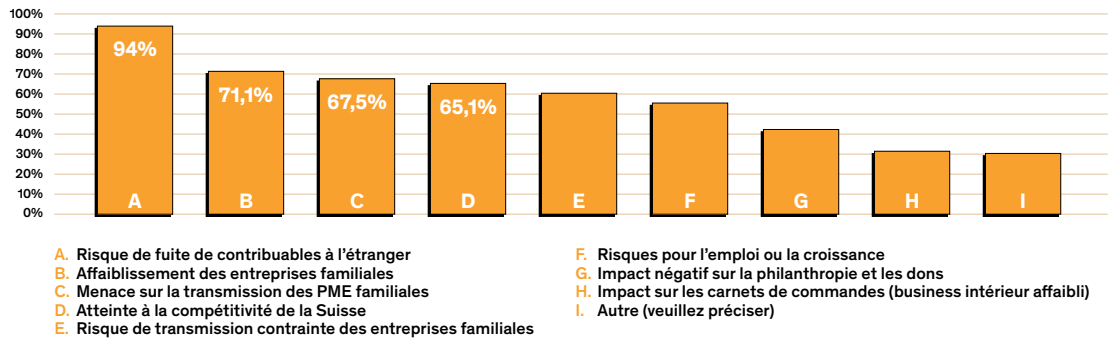
- D'entraîner une fuite de contribuables fortunés vers l'étranger, affaiblissant durablement l'assiette fiscale suisse.
- De fragiliser la transmission des entreprises familiales, en forçant parfois leur vente ou leur délocalisation.
- De décourager les investissements, avec des effets négatifs sur l'innovation, l'emploi et la croissance.
- D'entamer l'attractivité de la Suisse, en envoyant un signal défavorable aux entrepreneurs ainsi qu'à celles et ceux souhaitant s'y implanter.

Les dirigeants parlent d'un « signal politique désastreux » : un texte perçu comme idéologique et déconnecté des réalités économiques, qui ferait voler en éclats la stabilité et la prévisibilité ayant fait la force du modèle suisse.

Les craintes exprimées portent aussi sur la réputation internationale de la Suisse : le simple fait que cette initiative existe ternit son image de pays fiable, attractif et stable, ce qui pourrait décourager les investisseurs, réduire l'arrivée de nouveaux résidents fortunés et entraîner des départs anticipés.

Certains craignent également un effet systémique : la disparition progressive d'un tissu entrepreneurial historique, la fragilisation des PME locales et la perte d'emplois qualifiés, au profit de juridictions fiscalement plus accueillantes.

Si vous craignez les impacts de l'Initiative « Pour l'avenir », pourquoi? (Plusieurs choix possibles)

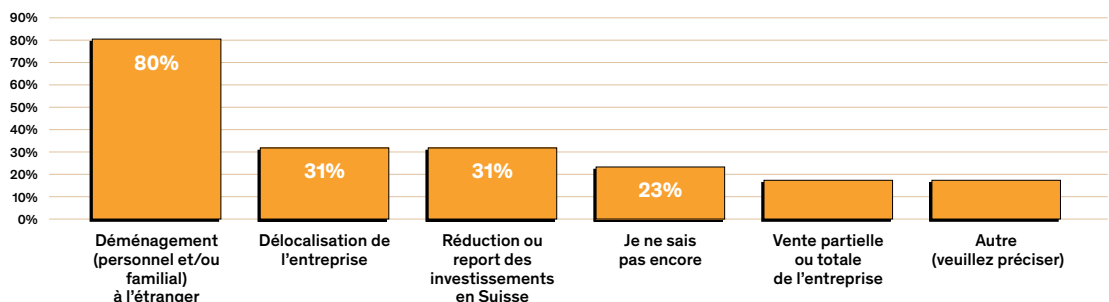


En résumé, les répondants considèrent cette initiative comme une menace directe pour la compétitivité suisse, qui pourrait transformer en profondeur le paysage économique du pays.

Dans la logique même de l'initiative, il nous paraissait essentiel de savoir si les dirigeants interrogés étaient personnellement concernés par ce texte. Pour des raisons de confidentialité, la proportion exacte n'a pas été publiée. Les scénarios envisagés par les répondants en cas d'adoption se déclinent toutefois comme suit :

- Déménagement personnel ou familial vers des juridictions plus favorables.
- Délocalisation totale ou partielle des activités vers un autre pays.
- Réduction ou report des investissements en Suisse.
- Vente partielle ou totale de l'entreprise, pour répondre à la future fiscalité.

En cas d'acceptation de l'initiative « Pour l'avenir », quelles options envisageriez-vous? (Plusieurs choix possibles)



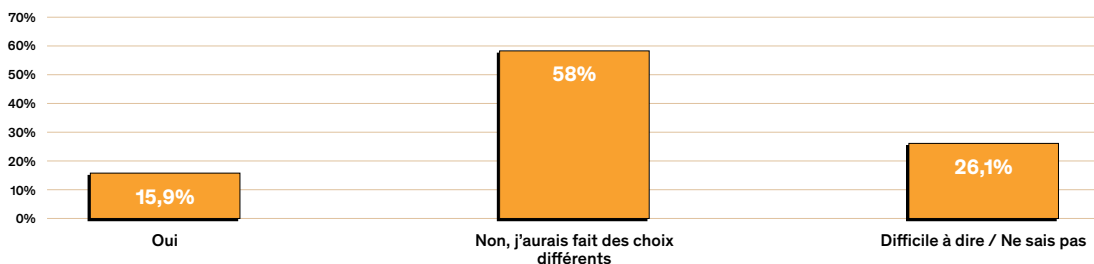
Plusieurs témoignages mentionnent déjà des études en cours pour un départ, des clients qui organisent leur transfert, et une inquiétude forte face à l'idée que « plus ils sont fortunés, plus ils sont mobiles ».

Ces réponses soulignent que l'impact potentiel ne se limiterait pas à la sphère fiscale : il pourrait se traduire par des pertes d'emplois, de compétences, d'investissements et de recettes fiscales considérables.

A. Anticipation et choix de vie : l'impôt sur les successions comme facteur décisif

Les données de l'enquête confirment que la question successorale dépasse largement le simple cadre fiscal : près de 60% des dirigeants affirment qu'ils auraient fait des choix de vie, d'investissement ou de résidence différents si un impôt de ce type avait toujours existé en Suisse.

Si un impôt élevé sur les successions avait toujours existé en Suisse, auriez-vous fait les mêmes choix de vie et d'organisation personnelle ou professionnelle?



Ce chiffre illustre un point crucial: l'anticipation fiscale guide directement les décisions stratégiques des entrepreneurs, qu'il s'agisse du lieu d'implantation de leur entreprise, de la planification de leur succession ou même de leur résidence personnelle. Dans un contexte où les acteurs économiques sont de plus en plus mobiles, toute évolution fiscale est analysée bien avant son entrée en vigueur, et peut entraîner des départs préventifs.

Aujourd'hui, l'attractivité de la Suisse est menacée. Dans un environnement global où plusieurs États européens ont supprimé ou fortement réduit la fiscalité successorale pour préserver leur compétitivité, l'introduction d'un impôt fédéral sur les successions, surtout à hauteur de 50%, placerait la Suisse dans une situation particulièrement défavorable. Une telle évolution risquerait d'accélérer l'exil des grandes fortunes, de décourager les transmissions d'entreprises familiales et d'affaiblir la capacité du pays à financer ses politiques publiques sur le long terme.

B. Une menace directe pour Genève et son modèle fiscal

Genève est particulièrement vulnérable à une telle évolution. Son système fiscal repose sur une pyramide très concentrée, où :

- 1% des contribuables les plus aisés acquittent près de 36% de l'impôt sur le revenu,
- et près de 70% de l'impôt sur la fortune.

Cette concentration est encore plus marquée: les 10 plus grands contribuables versent à eux seuls 607 millions de francs, tandis que les 500 plus importants rapportent 1,649 milliard de francs à l'État de Genève. Dans ce contexte, l'initiative fédérale « Pour l'avenir » prend une dimension particulière: elle concerne 362 contribuables genevois, qui génèrent 1,286 milliard de francs de recettes fiscales annuelles, selon le Conseil d'État⁴.

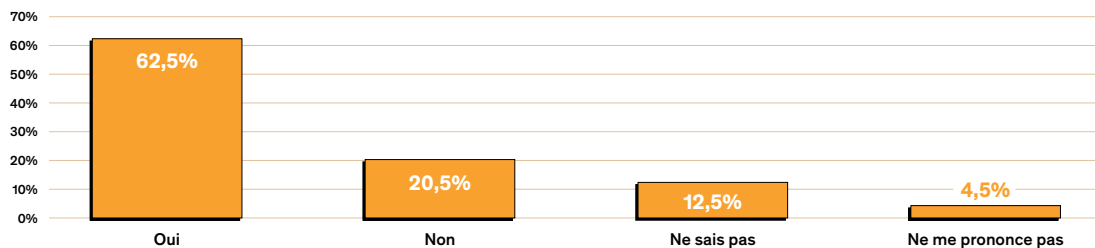
Dans ce contexte, la moindre érosion de cette base pourrait donc avoir des conséquences sur le financement des services publics, des infrastructures et des politiques sociales. Mais les effets ne s'arrêteraient pas là. Le départ de ces grands contributeurs, souvent propriétaires d'entreprises et donc également contributeurs via leurs sociétés, fragiliserait l'ensemble du tissu économique local: fournisseurs, prestataires et PME verraient leur activité affectée, ce qui pèserait sur l'emploi, la croissance et l'écosystème entrepreneurial.

En résumé, l'initiative « Pour l'avenir » dépasse largement la question de l'imposition des grandes fortunes. Elle pose une question stratégique: la Suisse veut-elle continuer à offrir un environnement fiscal stable, prévisible et compétitif, ou prendre le risque d'affaiblir son modèle en poussant hors de ses frontières ceux qui assurent l'essentiel de son financement public?

Initiative « Pas de Suisse à 10 millions » : maîtriser la croissance démographique (prévue pour 2026)

L'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions ! » vise à inscrire dans la Constitution fédérale un plafond démographique de 10 millions d'habitants d'ici à 2050. En cas de dépassement, la Suisse devrait dénoncer l'Accord de Schengen et revoir en profondeur sa politique migratoire et européenne.

Craignez-vous les impacts de l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » sur l'économie suisse et genevoise ?



A. Des inquiétudes largement partagées dans le tissu économique

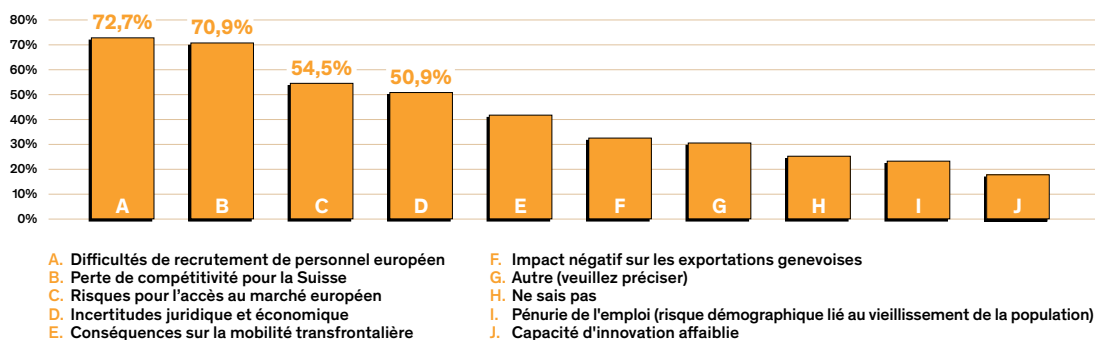
Si le texte trouve un certain écho dans l'opinion publique, les résultats de notre enquête montrent que plus de 60% des entrepreneurs interrogés redoutent ses effets sur l'économie. Derrière ce chiffre se cache une préoccupation majeure : limiter mécaniquement la croissance démographique pourrait avoir des conséquences sur la compétitivité, l'emploi et les relations extérieures de la Suisse.

Les principales inquiétudes exprimées concernent :

- Une aggravation de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, dans un contexte déjà marqué par des tensions importantes sur le marché de l'emploi.
- Fragilisation du financement de l'État social, notamment de l'AVS et des assurances sociales, dont l'équilibre repose sur une population active en croissance constante. Dans un pays vieillissant, limiter l'immigration reviendrait à réduire mécaniquement le nombre de cotisants.
- Perte de dynamisme démographique, dans un contexte où la Suisse connaît déjà un vieillissement rapide de sa population : les entreprises redoutent un affaiblissement de la consommation intérieure, de la capacité d'investissement et de la création de valeur.
- Risque de perte de compétitivité internationale, face à des économies plus ouvertes capables d'attirer talents, investissements et sièges d'entreprises.
- Conséquences potentielles sur les relations avec l'Union européenne et les accords bilatéraux, dont dépend une grande partie du commerce extérieur et de la mobilité professionnelle.

Plusieurs dirigeants soulignent également que la sortie de Schengen pourrait ralentir les échanges économiques, complexifier les déplacements professionnels et fragiliser l'image internationale de la Suisse comme économie ouverte.

Si vous craignez les impacts de l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions », pourquoi ? (Plusieurs choix possibles)



B. Un signal fort : la démographie, un levier économique stratégique

La crainte exprimée par les acteurs économiques ne porte pas seulement sur la mesure en elle-même, mais sur ce qu'elle symbolise : la tentation d'un repli qui entrerait en contradiction avec les besoins réels de l'économie suisse, fondée sur l'ouverture, la mobilité et l'accès aux talents.

Pour eux, la question de la croissance démographique mérite un débat, mais celui-ci doit être abordé de manière pragmatique, en tenant compte à la fois des politiques migratoires, des besoins économiques et de la cohésion sociale, sans compromettre les fondements de la compétitivité helvétique.

12. Synthèse des attentes des entrepreneurs : cinq leviers pour relancer la compétitivité genevoise

L'enquête 2025 fait émerger un constat sans ambiguïté : les entrepreneurs ne remettent pas en question les fondamentaux de Genève, mais ils s'inquiètent de la lenteur et de la fragmentation de l'action publique face à des défis devenus structurels. Dans un environnement économique mondial de plus en plus concurrentiel, ils appellent à une stratégie claire, ambitieuse et cohérente autour de cinq priorités.

A. Mobilité : sortir de l'impasse par une vision intégrée

La mobilité est citée comme le frein numéro un à la compétitivité. Congestion chronique, chantiers mal coordonnés, absence d'alternatives efficaces au trafic routier et connexions ferroviaires insuffisantes pèsent sur la productivité, la logistique et l'attractivité des talents.

Recommandations prioritaires :

- **Accélérer le déploiement d'une stratégie globale de mobilité**, articulant routes, transports publics, mobilité douce, sécurisation des axes et solutions de stationnement pour fluidifier les déplacements sur l'ensemble du territoire.
- **Avancer rapidement sur les grands projets structurants** (par exemple la traversée de la rade, très souvent citée par les acteurs économiques) afin de permettre au trafic motorisé de contourner le centre-ville plutôt que de l'engorger.
- **Repenser la gestion de l'espace public lors des manifestations** : leur autorisation doit demeurer un principe démocratique, mais leur localisation et leur fréquence ne devraient plus systématiquement bloquer le centre-ville et le pont du Mont-Blanc, sources de pertes économiques importantes pour les commerçants et d'une image détériorée pour Genève.
- **Accélérer le développement des infrastructures ferroviaires** : augmenter et améliorer les liaisons régionales et renforcer les connexions avec Zurich, Berne et Lausanne, tout en développant une offre de trains express vers les principaux pôles économiques.
- **Définir une stratégie aéroportuaire ambitieuse** : diversifier les liaisons aériennes directes vers les grands centres économiques mondiaux (Singapour, Tokyo, Los Angeles, etc.) pour consolider l'ancrage de Genève dans les réseaux économiques globaux. Parallèlement, moderniser l'aéroport afin d'en faire une véritable vitrine de l'attractivité cantonale : accueil optimisé, gestion fluide des flux et image renforcée de porte d'entrée d'un hub international.

B. Fiscalité : alléger pour libérer l'investissement

La fiscalité est perçue comme désincitative, notamment l'impôt sur la fortune et la taxation de l'outil de travail, cette dernière étant considérée comme un frein à l'investissement.

Recommandations prioritaires :

- **Alléger significativement la fiscalité sur l'outil de travail**, en le reclassant comme levier de création de valeur plutôt que comme patrimoine passif. Réduire fortement (voire supprimer) son imposition afin de libérer les capacités d'investissement productif.

- **Adapter l'impôt sur la fortune** aux réalités économiques contemporaines : maintenir la compétitivité dans un contexte de forte mobilité internationale et revoir son application lors du passage à la retraite.
- **Créer un environnement fiscal plus lisible et attractif**, en harmonisant davantage les pratiques intercantionales.
- **Stimuler l'innovation par des incitations ciblées**, notamment des allègements fiscaux pour les entreprises qui développent des solutions innovantes, déposent des brevets ou investissent dans la recherche et le développement.
- **Adapter la fiscalité du capital humain**, en révisant notamment le traitement des stock-options et des participations, leviers essentiels pour attirer, motiver et retenir les talents dans les secteurs innovants et à forte valeur ajoutée.

C. Administration : construire un État agile et partenaire

Les entreprises dénoncent des procédures longues et complexes qui freinent leurs projets et alourdissent leurs coûts. Elles demandent un État facilitateur, capable d'accompagner plutôt que de contraindre.

Recommandations prioritaires :

- **Accélérer la digitalisation de l'action publique**, en généralisant les démarches entièrement en ligne, en automatisant les processus récurrents et en développant des plateformes intégrées permettant aux entreprises d'interagir avec l'administration en temps réel, sans rupture de parcours.
- **Créer un guichet unique et fixer des délais d'instruction opposables**, afin de simplifier les procédures, d'améliorer la lisibilité du cadre administratif et de renforcer la confiance entre l'État et les acteurs économiques.
- **Engager une modernisation structurelle de l'administration**, incluant une meilleure coordination entre les services et une clarification des compétences institutionnelles, afin de réduire les doublons et fluidifier les processus.
- **Assainir durablement les finances publiques** : le retour à des équilibres budgétaires est un impératif pour garantir la crédibilité de l'État, éviter une hausse de la pression fiscale et préserver les moyens d'action nécessaires aux politiques d'avenir.
- **Publier des indicateurs de performance** pour renforcer la transparence, objectiver les progrès et inscrire l'administration dans une logique de résultats plutôt que de procédures.

D. Talents et formation : lever les freins structurels

La pénurie de compétences est désormais considérée comme un défi critique pour l'économie genevoise. Les entreprises appellent à une action résolue sur plusieurs fronts :

1. **Renforcer l'attractivité et la valeur de l'apprentissage**, aujourd'hui jugé trop complexe et insuffisamment promu.
2. **Adapter la réglementation des stages et premières expériences**, profondément bouleversée par l'introduction du salaire minimum cantonal.

Plus de 50% des entreprises déclarent par ailleurs que la crise du logement impacte directement leurs capacités de recrutement : les talents doivent souvent s'installer loin du lieu de travail, avec pour conséquence une hausse des problèmes de mobilité, de fatigue et de stress. Le manque de places en crèches est également cité comme un frein majeur, en particulier pour la participation des femmes au marché de l'emploi, limitant encore davantage l'accès au vivier de compétences disponibles.

Recommandations prioritaires :

- **Accélérer la construction de logements**, notamment abordables et situés à proximité des pôles économiques, afin de faciliter l'installation des travailleurs et d'attirer de nouveaux talents.
- **Repositionner l'apprentissage comme une filière d'excellence** en rendant visibles les passerelles vers les études supérieures, en valorisant les métiers techniques et manuels, et en luttant contre les stéréotypes auprès des élèves et des parents. Reconnaître l'expérience professionnelle comme voie d'accès au rôle de formateur et clarifier les rôles : à l'entreprise la transmission des compétences métiers, aux institutions l'accompagnement pédagogique et social.
- **Renforcer l'information, les incitations financières et les partenariats écoles-entreprises** pour mieux aligner les besoins du marché et l'offre de formation.
- **Adapter la réglementation pour permettre plus de flexibilité sur les stages** non conventionnés, les emplois d'été et les premières expériences, tout en maintenant les principes de protection sociale.
- **Augmenter l'offre de structures d'accueil de la petite enfance** pour lever les freins à l'emploi, notamment auprès des femmes.

E. Sécurité : restaurer un atout stratégique

L'érosion du sentiment de sécurité inquiète. Plus de 70% des dirigeants considèrent la sécurité comme un critère déterminant, et près de la moitié affirment qu'une dégradation les pousserait à envisager un départ.

Alors même que la compétitivité d'un territoire dépend autant de la qualité de ses infrastructures que de celle de son cadre de vie, la sécurité n'est plus un simple indicateur de bien-être : elle constitue désormais une condition-cadre essentielle de la prospérité économique.

Recommandations prioritaires :

- **Renforcer la stratégie territoriale de sécurité**, assortie d'objectifs mesurables, d'indicateurs publics de suivi et d'une communication transparente pour restaurer durablement l'image de Genève comme un canton sûr, stable et attractif.
- **Renforcer la présence sur le terrain et la réactivité opérationnelle**, notamment par une meilleure coordination entre police, justice et communes, et par une action plus déterminée contre les incivilités du quotidien, qui détériorent le climat urbain.
- **Moderniser les moyens d'action** afin de permettre aux forces de l'ordre d'agir avec efficacité et proportionnalité face à une criminalité plus mobile et plus sophistiquée : recours accru aux outils technologiques (vidéosurveillance dans l'espace public, caméras-piétons pour documenter les interventions, systèmes d'alerte coordonnés) et contrôles renforcés là où les besoins sont avérés.
- **Prévenir autant que réprimer**, en misant aussi sur des actions ciblées de prévention, de médiation et de présence dans l'espace public pour préserver un climat de confiance entre habitants, autorités et acteurs économiques.

F. Enseignements clés : du constat à l'action

Le message du tissu entrepreneurial est catégorique : Genève conserve des atouts uniques, mais ceux-ci ne suffiront plus à garantir sa place dans la compétition mondiale. La différence ne se jouera plus sur le potentiel, mais sur l'exécution.

En repensant sa mobilité, en allégeant sa fiscalité, en simplifiant son administration, en sécurisant l'accès aux talents et en renforçant la sécurité, Genève peut transformer ses contraintes actuelles en leviers de croissance et redevenir une évidence pour investir, travailler et vivre.

13. Conclusion – Priorités et leviers pour renforcer la compétitivité de Genève

Genève occupe une place unique dans le paysage économique mondial. Sa qualité de vie exceptionnelle, sa taille humaine combinant ville et nature, sa diversité culturelle et son ouverture internationale continuent de séduire entreprises, talents et investisseurs.

L'environnement naturel remarquable, la présence d'un tissu économique diversifié (finance, industrie, services, tourisme, horlogerie), un aéroport stratégique au cœur de la ville et la densité de son écosystème d'affaires constituent autant d'atouts structurels que peu de régions peuvent revendiquer. Cet héritage, auquel s'ajoutent un système institutionnel stable, un ancrage historique fort et une réputation mondiale, forment une base solide sur laquelle Genève peut bâtir son avenir.

Le diagnostic dressé par les entrepreneurs mérite d'être pris en considération: Genève souffre moins d'un manque d'opportunités que d'une accumulation de rigidités. Congestion chronique, chantiers mal coordonnés, liaisons ferroviaires perfectibles, fiscalité lourde, procédures administratives lentes et fragmentées, pénurie de logements, difficulté à recruter certains profils, sentiment de sécurité en recul: autant d'éléments qui, isolés, sont préoccupants, et qui, combinés, deviennent un frein systémique à la compétitivité. À ces défis s'ajoute désormais le climat politique, perçu comme de plus en plus polarisé, instable et déconnecté des réalités économiques. Or, la stabilité institutionnelle constitue elle aussi un facteur de compétitivité stratégique: elle garantit prévisibilité, sécurité juridique et confiance, des conditions indispensables pour investir, innover et planifier à long terme.

Dans un environnement international où la concurrence s'intensifie, le canton ne sera plus jugé sur son potentiel mais sur sa capacité d'agir. Les acteurs économiques attendent de Genève qu'il renforce sa capacité d'action, de décision et d'anticipation, en réconciliant sa tradition démocratique avec une gouvernance plus lisible, plus stratégique et plus orientée vers les résultats.

Face à ce constat, les attentes du tissu économique sont évidentes: les entrepreneurs espèrent des décisions rapides et des résultats concrets. Cela suppose une mobilisation autour de cinq chantiers stratégiques:

1. **Un plan d'action ambitieux pour la mobilité.** Il s'agit de mettre en œuvre une stratégie globale combinant infrastructures routières, transports publics, mobilité douce et solutions de stationnement afin de fluidifier les déplacements sur tout le territoire. Cela passe par l'accélération des grands projets structurants, l'amélioration des connexions ferroviaires, le renforcement des liaisons avec les grands centres économiques et la modernisation de l'aéroport en vitrine internationale.
2. **Un cadre fiscal compétitif et tourné vers l'investissement.** La fiscalité doit être adaptée en profondeur pour libérer innovation et investissement, avec un allègement significatif de l'imposition sur l'outil de travail, une révision de l'impôt sur la fortune, une meilleure harmonisation intercantonale, un traitement plus attractif des stock-options et des incitations ciblées pour la recherche et le développement.
3. **Un État agile, digitalisé et prévisible.** L'action publique doit devenir un levier de compétitivité grâce à un guichet unique pour les entreprises, des procédures en ligne, des délais d'instruction opposables, une meilleure coordination des services et la publication d'indicateurs de performance, tout en assurant un assainissement durable des finances publiques.
4. **Une sécurité renforcée comme condition-cadre de prospérité.** La politique de sécurité doit être claire, proactive et mesurable, avec une présence accrue sur le terrain, une meilleure coordination institutionnelle et des moyens technologiques modernes. La lutte contre les incivilités et la criminalité doit aller de pair avec des actions de prévention et de médiation pour restaurer la confiance et maintenir l'attractivité du cadre de vie.
5. **Un environnement favorable aux talents et à leur accueil.** La réponse à la pénurie de compétences passe par la valorisation de l'apprentissage, la simplification des démarches liées à la formation, un soutien accru aux entreprises formatrices et le développement de logements adaptés pour faciliter l'installation et la fidélisation des talents.

Genève dispose encore de tous les atouts pour rester une place économique mondiale de premier plan. En réaffirmant sa stabilité politique, en offrant un cadre réglementaire lisible et en accélérant sa capacité d'exécution, Genève consolidera son avantage compétitif et redeviendra une évidence pour celles et ceux qui choisissent où investir, travailler et construire l'avenir.

Découvrez
notre blog



Fondation pour l'attractivité du canton de Genève (FLAG)
info@geneve-attractive.ch

Rampe du Pont-Rouge 6,
Petit-Lancy — CP 1211 Genève 26